

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

Au XXII ^e Congrès : aveux et révélations (Extraits du compte rendu officiel). Discours de D.A. Lazourkina, N.V. Podgorny, I.V. Spiridonov, K.T. Mazourov, Tchou En-lai, L.I. Brejnev et E.A. Fourtséva.....	1
L'« amertume » du P.C.F.....	10
LUCIENNE REY. — Après le XXII ^e Congrès : Gomulka explique le stalinisme	13
Le P.C. de Belgique et le XXII ^e Congrès	15

LUCIEN LAURAT. — Khrouchtchev continue d'avouer	16
G. GEORGALAS. — La défaite communiste aux élections grecques	19
MANUEL CASTILLO. — L'échec des communistes au IV ^e Congrès latino-américain des étudiants	21
Bibliographie. — <i>Tempête sur le Laos</i> , par Sisouk Na Champassak	23
Chronique du mouvement communiste international	24

Au XXII^e Congrès : aveux et révélations (Extraits du compte rendu officiel)

PENDANT quinze jours, le compte rendu apparemment sténographique, mais expurgé, du XXII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. a rempli des pages entières de la *Pravda* qui, exceptionnellement, a paru sur dix et douze pages pendant cette période (pour revenir ensuite à ses quatre pages habituelles). C'est d'une lecture très laborieuse, extrêmement pénible, que seuls peuvent s'infliger des professionnels et dont se dispensent la plupart des sujets soviétiques, contrairement à ce que croient tant de journalistes occidentaux qui concentrent leur attention par devoir sur ce genre d'événements.

Tous les orateurs disent et répètent les mêmes choses, que l'on a déjà lues chaque jour dans la presse soviétique, dans les discours et rapports officiels. Les seules variantes ont trait aux détails d'exécution, ou de non-exécution, des plans économiques dans tel ou tel domaine de la technique, dans telle ou telle région. Elles rendent compte de la façon de travailler, tantôt de bien travailler, tantôt de mal travailler, tantôt de la possibilité de mieux travailler. Tous les discours commencent, finissent, et sont entrecoupés de litanies, de formules clichées, de slogans à la gloire du Parti, de son Comité central infailible, de son premier Secrétaire le valeureux et sage Nikita Serguéievitch Khrouchtchev.

Les mêmes adjectifs louangeurs, les mêmes superlatifs dithyrambiques se succèdent et s'accumulent *ad nauseam* pour porter aux nues ce Parti unique au monde, ce Comité central omniscient, ce premier Secrétaire providentiel, à peu près comme au temps de Staline avec quelque différence non de nature, mais d'intensité dans la servilité. Au point que la contradiction était criante et ridicule entre la dénonciation monotone du prétendu « culte de la personnalité » (quand il s'agissait de Staline et de ses âmes damnées) et les couplets ou les refrains chantés en l'honneur de Khrouchtchev. Celui-ci a dû le sentir, car il a éprouvé le besoin de tempérer le zèle de ses courtisans en les invitant, vers la fin du Congrès, à concentrer le feu de leur admiration inextinguible sur le Comité central, la direction collective. Mais il y a eu dans la vie de Staline un épisode analogue.

Le fait nouveau, dans ce Congrès, a été le déballage de linge communiste sale et ensanglanté dont Khrouchtchev a donné le signal, aussitôt suivi par toute une série d'orateurs mandatés à cet effet. Car on ne doit pas supposer la moindre spontanéité dans cette opération de nettoyage partiel : tout est décidé au Comité central, mis en œuvre par le Secrétariat, surveillé par le Presidium du Congrès : la répartition des rôles, la mise en cause des

personnages déchus, le vocabulaire à employer en dénonçant leurs crimes pour les accabler. De même que le poncif de « culte de la personnalité » sert une fois pour toutes à désigner la mégalomanie paranoïaque et meurtrière de Staline, l'expression de « répression massive » ou « répression en masse » est adoptée en général pour caractériser les massacres collectifs ordonnés par Staline et ses plus proches auxiliaires, Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov, Boulganine, etc., étant entendu que Khrouchtchev et Mikoïan sont arbitrairement exonérés de tout reproche tant qu'ils tiennent bien en mains l'appareil du Parti, donc de l'Etat. On emploie le moins possible des termes comme tuer, assassiner, torturer, ce ne serait pas convenable, ou cela présente des inconvénients. Chacun est censé comprendre ce que signifient « répression massive » et « pression physique ». Il serait malséant de parler d'atrocités, mais il suffit d'un peu d'imagination pour savoir ce que parler veut dire quand il est question de « cruelles répressions » qui font des « milliers de victimes », ou « d'exterminer des communistes intègres », ou de réhabilitations « en grand nombre à titre posthume ».

Pour donner une idée du niveau moral, intellectuel et politique des dirigeants communistes qui ont le front de faire la leçon au monde entier dès que leurs luttes intes-

tines féroces leur en laissent le loisir, on commence ci-après la publication d'extraits du compte rendu officiel de la *Pravda*, aussi courts que possible : ce sont les passages qui traitent des désaccords et conflits intérieurs, résumés par trop succinctement dans la grande presse quotidienne. On suppose connus les discours de Khrouchtchev et de Kozlov, assez largement répandus — quitte à y revenir à la fin. On observera l'ordre chronologique des discours, sauf à accorder exceptionnellement la priorité au texte de D.A. Lazourkina en raison de sa conclusion également exceptionnelle, et vraiment sensationnelle, qui se rattache directement à l'épisode le plus spectaculaire du Congrès, l'éjection expéditive de la momie de Staline hors de l'intempestif mausolée de Lénine (mausolée qui, soit dit une fois de plus, est un outrage à la mémoire du fondateur du Parti). Les extraits reproduits ne représenteront qu'une infime partie, mais la plus intéressante, des pseudo-débats du Congrès, si l'on peut appeler « débats » la récitation de leçons accusatrices bien apprises auxquelles personne n'a le droit de répondre. Ils recèlent des aveux et des révélations qui en disent long sur la nature despotique et les réalités inhumaines du régime pseudo-communiste, le pire régime d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. — B. S.

DISCOURS DE D.A. LAZOURKINA

(Séance du 30 octobre)

La camarade D.A. Lazourkina, « membre du Parti depuis 1902 », déléguée de l'organisation de Léninegrad, était totalement inconnue jusqu'au jour où, dûment stylée, elle a pris la parole au Congrès pour faire part de ses malheurs, de sa fermeté d'âme, de sa confiance inébranlable dans le Parti, de son admiration envers Khrouchtchev et enfin, et surtout, ... de ce qu'on va lire à la fin de son discours.

Camarades délégués ! J'appuie sans réserve la proposition du camarade Spiridonov et des autres

camarades qui ont pris la parole ici pour que le corps de Staline soit retiré du mausolée de Lénine. (*Vifs applaudissements.*)

Dès mes années de jeunesse, j'ai commencé à militer sous la direction de Vladimir Ilitch Lénine; j'ai étudié auprès de lui, j'ai rempli pour lui des missions. (*Applaudissements.*) Quand j'ai quitté Genève et Ilitch, j'avais l'impression que mes ailes avaient grandi. L'image de notre cher Vladimir Ilitch Lénine, qui avait tant d'amour pour le Parti, qui était un père pour nous, révolutionnaires, qui traitait chacun de nous avec tant de sollicitude, resta pour toujours dans mon cœur. (*Applaudissements.*) Cela fortifiait notre

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinze semaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 NF pour six mois et 60 NF pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 NF pour un an et 90 NF si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

volonté et nous donnait du courage dans la lutte pour la grande cause du Parti. (*Applaudissements.*)

Et voilà, camarades, qu'en 1937 j'ai eu le sort de beaucoup d'autres. J'avais un travail de direction au Comité régional de Pétrograd et, bien entendu, je fus arrêtée. Quand on m'arrêta et que derrière moi se furent refermées les portes de la prison (ce n'était pas la première fois qu'elles se refermaient, à maintes reprises, au temps du tsar, j'avais été emprisonnée avant d'être déportée), je fus prise d'épouvante non pour moi, mais pour le Parti; je ne pouvais comprendre pourquoi on arrêtait les vieux bolcheviks. Pourquoi? Ce « pourquoi? » était si tourmentant, si incompréhensible. Je me donnais cette explication que quelque chose d'affreux s'était produit dans le Parti, apparemment du sabotage. Et cela ne me laissait pas de repos.

Pas une minute — lorsque je fus emprisonnée pendant deux ans et demi, puis envoyée dans un camp de concentration et ensuite déportée (pendant dix-sept ans) — je n'ai alors accusé Staline. J'ai tout le temps lutté pour Staline que détenus, déportés et internés insultaient. Je disais: « Non, il ne se peut pas que Staline ait permis ce qui se fait dans le Parti. Cela n'est pas possible! » On se querellait avec moi, certains même me tournaient le dos, mais je restais inébranlable. J'avais de l'estime pour Staline, je savais qu'il avait eu de grands mérites jusqu'en 1934, et je prenais sa défense.

Camarades! Me voici revenue entièrement réhabilitée. Je suis arrivée juste au moment où se tenait le XX^e Congrès du Parti. Là, pour la première fois, j'ai appris la vérité sur Staline. Et quand, à l'instant, au XXII^e Congrès, j'entends parler des méfaits et des crimes qu'on a découverts, méfaits et crimes qui ont eu lieu dans le Parti et dont Staline était au courant, je m'associe sans réserve à la proposition de retirer la dépouille mortelle de Staline du mausolée.

L'immense mal qu'a fait Staline ne réside pas seulement dans le fait que beaucoup des meilleurs des nôtres ont péri, que l'arbitraire a sévi, qu'on a fusillé sans jugement, jeté en prison des innocents. Le mal n'est pas seulement là. Toute l'ambiance qui s'est formée à l'époque ne correspondait plus du tout à l'esprit de Lénine. Elle faisait dissonance avec cet esprit.

Je rappellerai simplement un exemple qui caractérise cette ambiance. En mai 1937, le secrétaire du Comité régional de Léninegrad était le camarade Jdanov. Celui-ci nous réunit, nous les militants responsables de la direction du Comité régional, et nous fit cette communication: « Dans nos rangs, dans l'organisation de Léninegrad, on a démasqué deux ennemis: Tchoudov et Kazatski. Ils sont en état d'arrestation à Moscou. » Nous ne pûmes rien dire. Notre langue semblait s'être gelée dans notre bouche. Mais lorsque la conférence fut terminée et alors que Jdanov quittait la salle, je lui dis: « Camarade Jdanov, je ne connais pas Tchoudov, il n'y a pas longtemps qu'il est dans notre organisation de Léninegrad. Mais je me porte garante de Kazatski. Il est membre du Parti depuis 1913. Et je le connais depuis de longues années. C'est un membre loyal du Parti. Il a combattu toutes les oppositions. C'est incroyable. Il faut vérifier. » Jdanov me regarda avec des yeux terribles et me dit: « Lazourkina, cessez ces propos, sinon gare à vous! » Mais je n'ai jamais songé, en défendant la vérité, si j'en aurais du bien ou du mal. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Du temps de Lénine régnait dans le Parti une atmosphère d'amitié, de camaraderie, de confiance réciproque, de soutien, d'aide mutuelle. Je me

souviens des années où nous militions clandestinement. Quand on nous arrêtait, sans même réfléchir, nous acceptions l'inculpation afin de ne pas découvrir l'organisation, de mettre à l'abri les camarades qui n'étaient pas encore arrêtés et de préserver la littérature clandestine et les imprimeries.

Mais quelle atmosphère avait-on créée en 1937? Il régnait cette chose qui, pour nous, léninistes, est étrangère à notre nature: la peur. On se calomniait mutuellement, on se défiait les uns des autres, on allait jusqu'à se calomnier soi-même. On dressait des listes d'innocents à arrêter. On vous battait pour vous forcer à calomnier. On vous présentait des listes, on vous obligeait à les signer, on promettait de vous libérer, on vous menaçait: « Si tu ne signes pas, on te torturera! » Mais beaucoup ne tremblèrent pas, gardèrent leur âme de bolchevik et ne signèrent jamais rien! (*Applaudissements prolongés.*)

Nous avons lutté jusqu'au bout. Nous n'arrivions pas à croire que dans notre parti léniniste eût pu exister un tel arbitraire. Nous écrivions [des lettres], écrivions indéfiniment. Si l'on compulsait les archives de ma correspondance, on trouvera de quoi faire un volume de mes lettres. J'écrivais sans fin à Staline. J'écrivais aussi à d'autres, j'écrivais à la Commission de contrôle du Parti. Mais, malheureusement, la Commission de contrôle elle-même n'était pas à la hauteur, elle était en proie à la peur générale et aussi ne regardait pas nos dossiers.

Voilà l'atmosphère qu'avait créée le culte de la personnalité. Or, nous devons extirper jusqu'à la racine ce qu'il en reste! Il est bon que le XX^e Congrès du Parti ait mis cette question à l'ordre du jour. Il est bon que le XXII^e Congrès extirpe tous ces résidus.

Mais j'estime qu'il est impossible que notre beau Vladimir Ilitch, l'homme le plus humain, soit à côté de celui qui — bien qu'il ait eu des mérites dans le passé, jusqu'en 1934 — ne peut être néanmoins à côté de Lénine.

N.S. Khrouchtchev. — C'est juste! (*Vifs applaudissements prolongés.*)

D.A. Lazourkina. — Camarades! Nous allons revenir dans nos régions, nous devons dire honnêtement, comme Lénine nous l'a enseigné, la vérité aux ouvriers, la vérité au peuple, [dire] ce qu'il y a eu au Congrès, ce dont il y a été question. Et il serait incompréhensible, après ce qui a été dit, après ce qui a été dévoilé, que Staline reste à côté d'Ilitch.

Je porte toujours dans mon cœur Ilitch, toujours, camarades; dans les moments les plus difficiles, je n'ai pu continuer à vivre que parce que j'avais dans le cœur Ilitch et je lui ai demandé conseil: que faire? (*Applaudissements.*) Hier, j'ai pris conseil de Lénine, il était comme vivant devant moi et il m'a dit: « Il m'est désagréable d'être à côté de Staline, qui a fait tant de mal au Parti. » (*Vifs applaudissements prolongés.*)

(*Pravda*, 31 octobre 1961.)

Ce discours est digne d'intérêt à plus d'un titre. Il montre comment des communistes à toute épreuve, formant les cadres supérieurs du Parti à Léninegrad, ont été jetés en prison et torturés sans l'ombre d'un motif, puis expédiés au bagne quand ils n'ont pas été exécutés sans autre forme de procès. Seule la mort de Staline a permis à quelques-uns d'entre eux de survivre. On voit aussi à quel degré d'abrutissement en arrivent ces « militants responsables », détenteurs d'une parcelle du pouvoir d'Etat, qui s'obstinent mor-

dicus à justifier Staline dont ils sont les victimes, jusqu'au jour où la direction du Parti leur ordonne de penser autrement. On constate encore qu'en répudiant docilement le « culte de la personnalité », puisque c'est la consigne, la camarade Lazourkina persiste à entretenir le culte délirant de la personnalité de Lénine. Enfin, il faut renoncer à commenter quand elle raconte, après quarante-quatre ans de matérialisme historique

obligatoire, que Lénine se plaint à elle de la promiscuité désagréable dont il souffre à côté de Staline dans le mausolée. Qu'un congrès qui se dit communiste applaudisse à ces divagations mystiques, que la Pravda, fondée par Lénine, ose les imprimer, que tant de commentateurs occidentaux prennent ces gens-là pour des « marxistes », cela prouve, comme disait Montaigne, qu'on aura tout vu, et le contraire de tout.

EXTRAIT DU DISCOURS DE N.V. PODGORNÝ

(Séance du 19 octobre)

Premier secrétaire du Parti en Ukraine, N.V. Podgorný a commencé son discours par des paroles rituelles : « Camarades! Notre Parti léniniste des communistes a franchi une voie grande et glorieuse. Par son unité monolithique, par sa volonté inflexible et son énergie révolutionnaire, il a surmonté toutes les difficultés, obtenant toujours des victoires éclatantes. Etc. » Il a largement payé son tribut de flagorneries à son patron Nikita Serguéievitch Khrouchtchev, comme tous ses collègues qui appuient sur le prénom et le nom patronymique comme si l'on pouvait se tromper de Khrouchtchev. Après avoir péroré pendant des heures, il en vient aux réalités de la voie « glorieuse » et de l'unité « monolithique », dans ce qui suit.

Camarades! Du haut de nos succès, chacun de nous voit avec une singulière clarté l'immense portée qu'a eue pour la vie de notre Parti et du pays tout entier l'écrasement total du groupe antiparti par le Comité central. Ayant balayé de sa route ces méprisables politiciens banqueroutiers, notre Parti a pu effectivement donner plus d'aise à sa poitrine. Respirer est devenu plus facile et l'on voit plus clair et plus loin devant soi.

Le rapport du Comité central souligne avec une justesse absolue que Molotov, Kaganovitch, Malenkov et Vorochilov se sont opposés à la ligne du Parti qui condamne le culte de la personnalité, développe la démocratie intérieure, réprime et répare les abus de pouvoir, démasque les véritables coupables des répressions, car ceux-ci ont une responsabilité personnelle dans de nombreuses répressions massives dirigées contre les cadres soviétiques, économiques, militaires et des Jeunesses communistes.

Sous ce rapport, on ne peut pas ne pas parler de l'activité provocatrice de Kaganovitch en Ukraine. Devenu, en 1947, secrétaire du Comité central du P.C. d'Ukraine, il s'entoura d'une meute d'individus sans principes et de flagorneurs, décima les « cadres » dévoués au Parti, traqua et terrorisa les dirigeants de la République. Comme un vrai sadique, Kaganovitch prenait plaisir à bafouer les « activistes », *P'intelligentsia*; il avilissait leur dignité d'homme, les menaçait d'arrestation et de prison. Ce n'est pas par hasard que jusqu'à présent beaucoup de responsables du Parti, de l'administration soviétique, beaucoup de créateurs qualifient le séjour de Kaganovitch de « jours noirs » pour l'Ukraine soviétique.

Kaganovitch gonflait le culte de la personnalité de Staline, s'aplatissait devant celui-ci, exploitait ses côtés faibles par arrivisme, créait en même temps le culte de sa propre personnalité, se

regardant comme le « chef » du peuple ukrainien. A cet effet, des articles publiés dans la presse vantaient son activité en Ukraine dans les années 30, bien qu'il soit de notoriété publique que même à cette époque il avait été rappelé de là-bas pour fautes graves. Il allait, par exemple, jusqu'à exiger que les artistes peintres ajoutent son portrait sur des toiles, déjà achevées, évoquant la libération de l'Ukraine des troupes d'occupation allemandes, bien qu'il n'eût pas le moindre lien avec ces événements. (*Rires, mouvements divers.*)

Se croyant infailible, Kaganovitch tranchait de sa propre autorité, à l'insu du Comité central, les questions les plus importantes pour la vie de la République et bien souvent de la façon la plus erronée. Passé maître en matières d'intrigues et de provocations, il accusait de nationalisme, et ceci sans aucun fondement, des écrivains en vue de la République ainsi que des militants responsables du Parti. A l'instigation de Kaganovitch, les journaux publiaient des articles diffamatoires contre des écrivains dévoués au Parti et au peuple.

Or, Kaganovitch ne se contenta pas de cela. Il insista pour que fût convoquée une session du Comité central avec la question suivante à l'ordre du jour : « La lutte contre le nationalisme en tant que principal danger dans le P.C. d'Ukraine », quoique ce danger fût en réalité purement imaginaire. Il ne pouvait en être autrement, car heureusement le Comité central du P.C. d'Ukraine avait eu de longues années à sa tête le léniniste inébranlable Nikita Serguéievitch Khrouchtchev qui a éduqué les communistes et le peuple ukrainiens dans l'esprit de l'internationalisme (*vifs applaudissements*), de l'amitié entre les peuples, de la fidélité à toute épreuve aux grandes idées du léninisme. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Le camarade N.S. Khrouchtchev jouissait d'une autorité considérable parmi les communistes et les travailleurs d'Ukraine et, prenant appui sur eux, brisait par tous les moyens les provocations de Kaganovitch. Et si aujourd'hui il y a parmi nous, délégués du XXII^e Congrès du Parti, un poète communiste remarquable, lauréat du prix Lénine, Maxime Fadéievitch Rylski, et si beaucoup d'autres artisans de la littérature ukrainienne continuent à combattre activement pour le Parti, ils le doivent avant tout au courage et à l'inflexible volonté de notre Nikita Serguéievitch Khrouchtchev. (*Vifs applaudissements.*)

Quand sévissait le culte de Staline, c'était là, en vérité, un combat héroïque, d'autant plus qu'en fin de compte, Kaganovitch cherchait à compromettre les cadres dirigeants du P.C. d'Ukraine et à exercer sur eux des sévices, visant en premier lieu à compromettre le camarade N.S. Khrouchtchev. Aujourd'hui, la chose est pour nous parfaitement claire.

Lorsqu'en juin 1957, le Comité central du P.C.

de l'U.R.S.S. écrasa le groupe « fractionniste » antiparti, nombreux furent ceux qui se rendirent compte que la participation de Kaganovitch à ce groupe n'était pas un « péché » fortuit, mais le couronnement de ses nombreux crimes antiparti. Mais alors, tout n'était pas encore démasqué et le châtement se borna à l'exclusion de Kaganovitch du Comité central.

Ce n'est qu'après la session du Comité central que furent connus des faits nouveaux qui révélèrent un Kaganovitch violant grossièrement la légalité révolutionnaire, abusant de son autorité, se livrant à l'arbitraire et à une répression non motivée à l'égard de militants responsables intègres, dévoués au Parti et au pouvoir soviétique. Comme il a été dit à la session du Comité central, Kaganovitch, alors qu'il était ministre des Transports, infligea des traitements cruels à ses subordonnés, les arrêtant sans motif, les torturant, etc.

J'estime, camarades, que Kaganovitch a causé au Parti et à la nation un grand préjudice. C'est un homme depuis longtemps dégénéré et qui n'a plus rien d'un communiste. Nous estimons que ses actes sont incompatibles avec le titre de membre du grand Parti communiste. (*Vifs applaudissements.*)

(Pravda, 20 octobre 1961.)

Des « répressions massives » (ou « en masse »), c'est-à-dire de multiples arrestations arbitraires, des tortures et des exécutions capitales infligées aux cadres du Parti et de l'État, au personnel dirigeant de l'éco-

nomie soviétique, aux cadres de l'armée rouge et des jeunesses communistes; une meute d'individus sans principes et de flagorneurs qui permet à un satrape de tuer à tort et à travers et qui terrorise la population (car comment terroriser les « dirigeants » sans terroriser les subordonnés?); des intrigues et des provocations, du sadisme et de l'imposition, des crimes et des tortures, — telles sont, en propres termes de Podgorny, les réalités « glorieuses » de l'unité « monolithique ».

Quant à Kaganovitch, on le connaissait comme une sorte de Staline n° 2, capable et coupable des actions les plus brutales pour imposer dans le travail la discipline par la terreur; les détails inédits donnés par Podgorny ne contribueront pas peu à préciser et colorer son portrait politique et psychologique. Mais à qui fera-t-on croire qu'un Kaganovitch, élevé pendant un quart de siècle au plus haut sommet de la hiérarchie communiste, fasse exception dans l'état-major du Parti et ait pu se conduire de la sorte sans que son comportement paraisse normal? Encore ne sait-on maintenant qu'une petite partie de la vérité. Et Kaganovitch serait encore membre du Presidium s'il n'avait participé à la tentative d'évincer Khrouchtchev du Secrétariat, en 1957.

EXTRAIT DU DISCOURS DE I.V. SPIRIDONOV

(Séance du 19 octobre)

Il eût appartenu à ce Spiridonov, premier secrétaire du Parti à Léninegrad, d'explicitement enfin cette mystérieuse « affaire de Léninegrad » dont il est si fréquemment question depuis que Malenkov a raté son coup contre Khrouchtchev. Mais on verra que ses allusions à ladite « affaire » n'apportent aucune précision, n'aident en rien à comprendre en quoi elle consiste ni quels furent les mobiles de Malenkov, dans ce qui a dû être une turberie de communistes haut placés.

Le Comité central a agi sagement et de façon léniniste lorsque, sur l'initiative de Nikita Serguéievitch Khrouchtchev, il a soumis la question du culte de la personnalité à l'examen du XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et ensuite du Parti tout entier. La critique du culte de la personnalité, l'élimination des déformations sur le plan de l'activité du Parti et de l'État, le rétablissement des normes léninistes de la vie du Parti et des principes de la direction collective ont introduit dans la vie de notre Parti et du pays tout entier, aussi bien que dans le mouvement ouvrier international, un esprit nouveau, vivifiant, et ont élevé le niveau du travail politique et d'organisation du Parti et de tous ses organismes. Chaque membre du Parti a comme recouvré la vue, découvert les voies, qui le paralysaient, du culte de la personnalité et les a catégoriquement répudiées; il a senti affluer en lui des forces neuves pour lutter en faveur de la cause du Parti léniniste. Un voile est pour ainsi dire tombé des yeux des hommes et ceux-ci ont commencé à s'orienter plus librement dans la situation ambiante.

Seuls les membres du groupe antiparti ne l'ont pas vu ou plutôt n'ont pas voulu le voir. Et le rapport du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S.

indique avec raison que cela ne fut pas fortuit, car Malenkov, Molotov, Kaganovitch et Vorochilov sont personnellement responsables de nombreuses répressions massives dirigées contre les meilleurs cadres de notre Parti et de l'État. Et dans ce qu'on a appelé « l'affaire de Léninegrad », affaire inventée de toutes pièces et diffamatoire, outre l'aventurier Béria, Malenkov a lui aussi mis la main. Malenkov a sur la conscience la mort de citoyens qui n'étaient en rien coupables et d'un grand nombre de répressions. Il a sur la conscience l'avilissement de la dignité et le discrédit de l'organisation du Parti à Léninegrad. Un homme tel que Malenkov pouvait-il à cœur ouvert accepter la condamnation du culte de la personnalité? Evidemment non. Il a été non seulement un acteur, mais aussi un organisateur des déformations et des violations de la légalité commises à cette époque.

Une charge analogue pèse aussi sur Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, et a uni leurs aspirations à s'emparer de la direction du Parti et du pays pour lutter afin que soient maintenues les méthodes qui existaient au temps du culte de la personnalité. Ayant mis de leur côté Boulganine, Pervoukhine, Sabourov et ensuite Chépilov, le groupe antiparti a pris position contre le cours léniniste du Parti.

Mais ceux qui ont participé au groupe antiparti se sont cruellement trompés. Ils se sont trouvés face à face avec le noyau léniniste du Comité central qui, politiquement mûr et idéologiquement trempé dans la lutte contre les effets du culte de la personnalité, a su démasquer l'essence antiparti du groupe et l'écraser sur le plan de l'idéologie et de l'organisation. (*Vifs applaudissements.*)

L'écrasement du groupe antiparti et la victoire de la direction léniniste du Comité central sont

le principal résultat de la période couverte par le rapport du Comité central dans la vie du Parti et de la nation.

L'organisation du Parti de Léninegrad a subi un préjudice particulièrement grave du fait des déformations se rapportant à la période du culte de la personnalité. Des milliers d'hommes intègres et dévoués au Parti ont été victimes des cruelles répressions de la période 1935-1937. Et quatre années après la fin de la guerre — au cours de laquelle périrent beaucoup de militants responsables occupant des postes de direction — alors que de nouveaux cadres de dirigeants du Parti, des organisations soviétiques et économiques ne commençaient qu'à se former, de nombreuses répressions s'abattirent à nouveau sur des innocents.

Pour avoir intégralement réhabilité l'organisation du Parti de Léninegrad, pour lui avoir rendu son honneur et sa dignité, pour leur grande clairvoyance dans l'application de la ligne générale léniniste au cours de l'édification du communisme, les communistes de Léninegrad remercient de tout cœur le Comité central et particulièrement Nikita Serguéievitch Khrouchtchev qui a tant fait pour lutter contre les effets du culte de la personnalité, pour démasquer et écraser le groupe antiparti et pour mettre à nu « l'affaire de Léninegrad » et son caractère de provocation. (Vifs applaudissements.)

Investie de la confiance du Comité central,

EXTRAIT DU DISCOURS DE K.T. MAZOUROV

(Séance du 19 octobre)

C'est encore un premier secrétaire du Parti, celui de Biélorussie (Russie-Blanche), qui va s'en prendre plus spécialement à Malenkov. Il a commencé, lui aussi, par rendre hommage à Nikita, etc., à son rapport si « profondément argumenté », au Comité central léniniste, à l'unité monolithique bien connue.

En appliquant la ligne [politique] définie par le XX^e Congrès, le Comité central du Parti s'est heurté à la résistance de Molotov, Kaganovitch, Malenkov et autres membres du groupe antiparti qui ont attaqué une série de mesures politiques et économiques mises en œuvre par le Comité central sur l'initiative de Nikita Serguéievitch Khrouchtchev pour réparer les erreurs commises dans le passé et obtenir un essor rapide de l'économie du pays.

Manquant d'appui dans le Parti et au Comité central, ces individus ont formé un groupe fractionniste antiparti dans le dessein de remplacer la direction du Comité central et de faire dévier le Parti du cours léniniste fixé par le XX^e Congrès du P.C. En tant qu'inspirateurs de cette aventure ont pris la parole Molotov, Kaganovitch et Malenkov. Ce sont eux qui, au premier chef, étaient personnellement intéressés à ne pas admettre que fussent réparées les erreurs de la période du culte de la personnalité de Staline.

A la session de juin 1957 du Comité central, des documents furent communiqués attestant que Molotov, Kaganovitch et Malenkov étaient personnellement coupables de l'extermination massive des cadres du Parti et des infractions les plus graves à la légalité soviétique. Ils avaient alors exprimé leur repentir à la session du Comité central, reconnu hypocritement leur responsabilité indirecte dans les crimes perpétrés par Iéjov, Béria et leurs séides. Mais alors, les membres

l'organisation du Parti de Léninegrad a affermi et resserré ses rangs; elle a approuvé à l'unanimité les décisions du XX^e Congrès du Parti, assimilé avec une profonde satisfaction les résolutions de la session de juin (1957) du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. sur le groupe antiparti. Beaucoup de membres du Presidium du Comité central ont, peu de jours après cette session historique, séjourné à Léninegrad et ont été témoins d'une démonstration d'un demi-million de travailleurs qui ont condamné à l'unanimité l'activité scissionniste du groupe antiparti et exprimé leur chaleureux sentiment d'amour et de dévouement au Parti, ainsi qu'à son Comité central léniniste. (Applaudissements.) (Pravda, 20 octobre 1961.)

Somme toute, Spiridonov ne fait que ressasser des phrases creuses sur le culte de la personnalité, sur le groupe antiparti, sur les mérites du Comité central. Il parle, lui aussi, de « répressions massives » dont les « meilleurs cadres » ont été victimes, de « milliers d'hommes intègres » sacrifiés sans motif avouable, etc., mais se cantonne dans de vagues généralités. Il ne nomme pas les victimes et n'en donne même pas le nombre. Mais ces « milliers » de Léninegrad ajoutés aux « milliers » d'Ukraine précédemment mentionnés font sans nul doute un total déjà imposant.

du Comité central ne connaissaient pas tout. Aussitôt après l'écrasement du groupe antiparti, des communistes aidèrent le Comité central à démasquer jusqu'au bout les organisateurs du groupe antiparti, Malenkov en particulier.

Les fruits de l'activité de cet homme furent particulièrement pénibles et tragiques dans l'organisation du Parti en Biélorussie. On sait qu'en 1935-1936, il y eut dans le Parti une opération de contrôle et un échange des cartes d'adhérents. Malenkov qui, à l'époque, travaillait dans l'appareil du Comité central, utilisa cette campagne pour exterminer des communistes intègres et, avec Iéjov, créa la version suivant laquelle il existait en Biélorussie une vaste organisation clandestine antisoviétique ayant à sa tête des dirigeants soviétiques et du Parti de cette République. Cette version fit que dans le P.C. de Biélorussie, lors de l'échange des cartes d'adhérents, la moitié des effectifs de l'organisation du Parti furent exclus.

Lorsque Golodiède, président du Conseil des commissaires du peuple de la République, mit en doute, à la session du Comité central du P.C. de Biélorussie, le bilan de l'opération de contrôle et de l'échange des cartes du Parti, Malenkov se rendit en Biélorussie et organisa le massacre des cadres dirigeants de la République. Son activité, lors de son séjour en Biélorussie, eut pour effet que presque tout le personnel gouvernemental de la République, y compris les secrétaires du Comité central, le président du Conseil des commissaires du peuple, un grand nombre de dirigeants des organismes soviétiques et du Parti, ainsi que les représentants de l'*Intelligentsia* créatrice, furent exclus du Parti et beaucoup d'entre eux arrêtés.

Tous ces hommes qui n'étaient pas le moins du monde coupables sont aujourd'hui réhabilités, un grand nombre à titre posthume.

Aujourd'hui, la conduite de Malenkov et autres fractionnistes est de plus en plus claire : par tous les moyens ils s'efforcent d'effacer les traces de leurs crimes devant la nation. Les communistes de Biélorussie estiment qu'il est impossible de tolérer plus longtemps la présence de Malenkov dans le Parti. (*Applaudissements.*)

Les communistes de l'organisation du Parti de Biélorussie, comme le Parti lui-même tout entier, ont approuvé intégralement les mesures radicales du Comité central démantelant le groupe anti-parti et appuyé chaleureusement le premier secrétaire du Comité central du Parti, le camarade N.S. Khrouchtchev, qui, personnellement, a fait preuve de grande initiative, de volonté ferme, d'audace et de courage lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des décisions du XX^e Congrès de notre Parti. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

L'écrasement total du groupe anti-parti et le fait qu'ont été éliminés les effets du culte de la personnalité de Staline ont été un grand bien

pour le Parti. Cela a contribué à étendre et à affermir les liens du Parti avec le peuple, à accroître son autorité dans les masses. C'est comme si un souffle d'air frais était passé sur le pays, soulevant une grosse vague d'initiative populaire, de travail créateur, libre et hardi, de puissant enthousiasme des masses.

(*Pravda*, 20 octobre 1961.)

Somme toute, de cette intervention de Mazourov, on retiendra les « exterminations massives », la moitié des effectifs « exclue » en Biélorussie (ce qui entraîne, en général, l'arrestation, l'emprisonnement, la mort lente dans les camps de concentration, sinon la peine de mort sans phrases), le massacre des cadres, les réhabilitations « posthumes », les crimes de Malenkov et consorts, méfaits et forfaits qui motivent assez, selon Mazourov... l'exclusion du Parti. On croit rêver.

EXTRAIT DU DISCOURS DE TCHOU EN-LAI

(Séance du 19 octobre)

Le discours de « salutations » du délégué chinois ne se différencie en rien des autres quant aux généralités et aux banalités courantes (les textes seraient interchangeable), mais il a fait entendre au sujet du conflit soviéto-albanais une note discordante, la seule, qu'un Chinois seul pouvait se permettre, et qui a déchainé dans le monde entier un torrent de commentaires. Il importe donc d'en avoir la traduction sous les yeux (le compte rendu ne dit pas en quelle langue Tchou En-lai s'est exprimé).

Les conférences que les délégués des partis communistes et ouvriers ont tenues à Moscou en 1957 et 1960 ont été d'une grande portée historique dans le mouvement communiste international. Le Manifeste de 1957 et la Déclaration de 1960 constituent le programme d'action général des partis communistes et ouvriers. Le Manifeste et la Déclaration soulignent que l'union du camp socialiste et celle du mouvement communiste international sont le gage de la victoire dans la lutte des peuples de tous les pays pour la paix universelle, l'émancipation nationale, la démocratie et le socialisme. Défendre cette grande union est pour nous, communistes, un devoir international. (*Applaudissements.*)

Le Manifeste et la Déclaration soulignent que l'union du camp socialiste et celle du mouvement communiste international sont le noyau d'une union encore plus grande dans le monde entier. Cette union, la nôtre, est scellée par une cause et des idéaux communs. Elle s'est affermie et développée dans la lutte commune contre nos ennemis communs. Elle est fondée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien. Cette union, la nôtre, a subi l'épreuve et il n'y a pas de forces capables de la briser. Notre camp socialiste, constitué par dix-neuf pays frères, allant de la République populaire démocratique de Corée à la République démocratique d'Allemagne, de la République démocratique du Viet-nam à la République populaire d'Albanie, forme un tout indivisible. Entre nos pays socialistes et nos partis communistes jouent un appui fraternel réciproque et une collaboration basée sur l'indépendance et l'égalité absolue. Nous devons nous grouper de la façon la plus étroite pour

ne former qu'un bloc, protéger notre union comme la prunelle de nos yeux et n'admettre en aucun cas des propos publics et des actes préjudiciables à cette union. (*Applaudissements.*)

Nous estimons que si par malheur éclatent entre partis frères, entre pays frères, des différends ou des désaccords, il convient de les résoudre avec patience — en s'inspirant de l'esprit de l'internationalisme prolétarien en même temps que des principes d'égalité des droits et de l'unité de vues à atteindre — au moyen de consultations. Une condamnation publique unilatérale formulée contre un parti frère quel qu'il soit ne facilite pas l'union, ne facilite pas la solution du problème. Le fait d'exposer ouvertement à la face de nos ennemis les différends entre partis et entre pays frères ne peut être considéré comme une attitude marxiste-léniniste sérieuse. Cette attitude ne peut qu'affliger nos amis et réjouir nos ennemis. Le Parti communiste de Chine espère sincèrement que les partis frères qui ont entre eux des différends ou des désaccords referont leur union sur la base du marxisme-léninisme, du respect réciproque de leur indépendance et de l'égalité des droits. Je pense que c'est la position que nous, communistes, devons adopter sur cette question.

(*Pravda*, 20 octobre 1961.)

Le mot-clef que Tchou En-lai rabâche dans ce passage de son discours qui a fait sensation, ici traduit par « union », a aussi en russe le sens de « cohésion », de rangs serrés. La pauvreté de ce laïus n'a pas besoin d'être soulignée, mais la critique visant Khrouchtchev devait à la fois détoner et détonner dans le concert de louanges adressé au cher Nikita Serguéievitch, implicitement mis en cause pour avoir dénoncé des crimes d'Enver Hodja (que de crimes avoués, chez ces communistes qui professent des idées humanitaires), attitude qui ne serait pas « marxiste-léniniste sérieuse ». Ces quelques mots ont suffi pour provoquer des spéculations à n'en plus finir sur l'état et l'avenir des relations sino-soviétiques. Le sujet mérite d'être traité spécialement, hors du contexte de ce Congrès.

EXTRAIT DU DISCOURS DE L.I. BREJNIEV

(Séance du 20 octobre)

Le « président du Presidium » du Soviet suprême, L.I. Brejniev, tient un langage très différent de celui des orateurs précédents. Il passe sous silence les répressions massives, les assassinats et les massacres, il critique seulement ceux qui n'ont pas été « capables de comprendre », il leur reproche du dogmatisme et du scepticisme, il met sur le même plan les « erreurs » et les « crimes », il les dénonce comme sectaires et révisionnistes. C'est tout juste s'il ne les accuse pas d'infractions au règlement sur la pêche à la ligne. A ce titre, quelques lignes ennuyeuses de son discours interminable méritent d'être citées.

Toute la pratique de notre travail dans ces dernières années est la vivante confirmation de la sagesse des thèses léninistes sur le développement de la démocratie et l'intéressement le plus large des masses à l'activité quotidienne de la gestion de l'Etat. A ce sujet, je tiens à souligner tout particulièrement l'œuvre tout bonnement gigantesque accomplie par le Comité central pour liquider le limon qu'a laissé derrière lui le culte de la personnalité, pour affermir la légalité socialiste, étendre les droits des Républiques de l'Union, développer avec logique et continuité les principes démocratiques régissant la gestion de l'économie nationale.

Comme vous le savez, camarades, lors de ce brusque tournant, tout le monde ne s'est pas montré capable de comprendre l'immense portée qu'avaient pour notre Parti le rétablissement des normes léninistes de la vie du Parti et de l'Etat et le développement de la démocratie sous toutes ses formes. C'est justement à ce moment crucial que les fractionnistes, les dogmatiques et les sceptiques — Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov, Boulganine, Pervoukhine, Sabourov et, s'étant rallié à eux, Chépilov — qui avaient rompu leurs liens avec le peuple, ont conclu un pacte antiparti dirigé contre le cours léniniste fixé par le XX^e Congrès. Ployant sous le poids d'un passé récent ainsi que des erreurs et des crimes qui furent commis en l'occurrence et pour lesquels ils portent forcément la responsabilité devant le Parti et le peuple, ils n'ont pas voulu acquiescer au rétablissement des principes léninistes et des normes de la vie et de la politique de notre Parti. Dans le domaine de la politique intérieure comme dans celui de la politique extérieure, ils ont été et sont restés des révisionnistes, des sectaires et des dogmatiques invétérés, cramponnés aux vieilles formes et méthodes, retenant tout ce qui est nouveau, ce qu'engendre la vie

et ce qui découle des intérêts et de l'évolution de la société socialiste.

Camarades, plus nous nous éloignons dans le temps des événements passés, plus clairement apparaît la portée historique de la lutte irréductible pour la pureté des idées léninistes qu'ont livrée Nikita Serguéievitch Khrouchtchev et notre Comité central contre les tentatives faites par ces comploteurs pour entraver notre mouvement en avant. (*Applaudissements.*) Ce fut une lutte pour des principes, pour le Parti, une lutte pour ce qu'il y a de vivant, de révolutionnaire dans le léninisme, pour ce qui nous convie à aller de l'avant et nous donne des forces nouvelles. Ce fut une lutte décisive contre ceux qui voulaient nous détourner de la bonne route léniniste et nous ramener en arrière, contre ceux qui ne voulaient pas renoncer aux dogmes auxquels ils étaient accoutumés, aux vieilles formes et méthodes de travail condamnées par le Parti. Mais les dogmatiques resteront des dogmatiques et la vie active, avec son sens léniniste profond et invincible du nouveau, balaira de sa route tout ce qui est vieux, routinier, sclérosé, tel un souffle d'air frais printanier à travers une fenêtre grande ouverte.

Camarades, avec combien plus d'assurance nous sommes-nous mis au travail, avec quelle formidable ampleur se sont développées les forces créatrices du Parti et de la nation quand le cours léniniste a triomphé. Les effets bienfaisants s'en sont fait sentir aussitôt dans toute notre activité pratique. La tâche gigantesque assignée sur l'initiative du camarade Khrouchtchev pour la mise en valeur des terres vierges, tâche, comme on sait, qu'a furieusement combattue le groupe antiparti, Molotov et Kaganovitch — ces « connaisseurs » en agriculture — s'opposant tout particulièrement à cette œuvre grandiose, a été résolue, dans le délai le plus court, avec un grand succès et elle se présente aujourd'hui comme une formidable action d'éclat de tout le peuple soviétique et de notre Parti. (*Applaudissements.*)

(*Pravda*, 21 octobre 1961.)

A remarquer le passage sur la mise en valeur des terres vierges, qui a été l'un des leitmotiv du Congrès : le coûteux fiasco de cette entreprise démesurée donne certainement lieu à des critiques et doléances qui vont dans le sens du scepticisme ou des objections des « antiparti ». Brejniev et les autres membres de la direction collective s'évertuent à la justifier, cette entreprise, tant que n'aura pas été décidé un nouveau « tournant ».

EXTRAIT DU DISCOURS DE E.A. FOURTSÉVA

(Séance du 20 octobre)

Ekaterina Fourtséva a longuement discoursé en qualité de ministre de la Culture (sic), non en tant que dignitaire du Parti, bien que membre du Comité central et, pour quelques jours encore, du Presidium. Sa prose donne une triste idée de sa « culture », de ce qu'on entend par « culture » chez les communistes, mais ce n'est pas ici le sujet. Vers la fin de son intervention, elle a commenté la situation intérieure dans les « sommets » du Parti et

les péchés du groupe antiparti de la façon suivante :

Du haut du sommet que nous avons atteint, nous voyons clairement le chemin que nous avons parcouru et l'épouvantable abîme où nous poussaient les fractionnistes Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov, Boulganine, Pervoukhine, Sabourov et, les ayant ralliés, Chépilov. Disons-le franchement : ce furent des jours de péril pour notre Parti. Par bonheur, la session de juin du

Comité central donna une riposte unanime, soutenue par l'ensemble de notre Parti, à ce groupe antiparti qui s'est depuis longtemps détaché du Parti et du peuple et qui, au fond de son âme, a perdu la foi et dans le Parti et dans le peuple.

La lutte du groupe antiparti contre le cours nouveau a commencé bien avant la session de juin du Comité central. Ce fut un long processus. Les fractionnistes prirent position contre le rétablissement des normes léninistes parce que, en leur temps, ils les avaient foulées aux pieds. Ils étaient contre la réhabilitation d'innocentes victimes parce qu'ils furent eux-mêmes coupables des répressions en masse et des grossières violations de la légalité qui ont coûté si tragiquement cher à notre peuple.

Pour se faire une idée claire du danger que représente ce groupe antiparti, il est nécessaire une fois de plus de suivre son comportement dans quelques questions fondamentales de la politique intérieure et extérieure de ces dernières années. Je veux rappeler aux camarades la séance du Presidium du Comité central de 1954 à laquelle assistaient tous les ministres de l'Union soviétique et les représentants des organisations publiques. Sur l'initiative du camarade Khrouchtchev, le Presidium discuta le regroupement des organismes de la construction — lesquels, à l'époque, étaient dispersés dans soixante services publics — en un seul département : le *Glavmostroi*. Ce regroupement était nécessaire pour pousser la construction des maisons d'habitation et créer, à cet effet, une industrie de base. De plus, la dispersion des services de la construction influait sur l'attribution de la surface habitable, les départements intéressés tolérant dans bien des cas des attributions sans contrôle et des infractions au mode de répartition. Or, il fallait voir avec quelle fureur Molotov combattit cette proposition. Quels arguments donna-t-il ? Il n'en donna qu'un, à savoir qu'on ne peut concentrer la direction de la construction dans le seul Office général rattaché au Soviet de Moscou et que tous les services publics doivent être intéressés à cette affaire. Est-il besoin de commenter ?

A cette époque, on construisait annuellement à Moscou 500.000 mètres carrés de surface habitable, alors qu'aujourd'hui il s'en construit 3.700.000, c'est-à-dire plus de sept fois autant. Or, la réorganisation de la construction concernait non seulement Moscou, mais aussi Léninograd, Kiev et au fond le pays tout entier. C'était là une question de principe très importante. Il s'agissait de réformes capitales, de cet esprit nouveau qui doit avoir une place de choix dans la vie de notre Etat.

D'autre part, je veux rappeler que Molotov manifesta son désaccord avec le nouveau cours du Parti ainsi qu'avec les mesures envisagées par celui-ci pour développer l'agriculture, à commencer par la refonte de la planification agricole pour finir par la mise en valeur des terres vierges et des terres en friche. Et cela se passait au moment où il fallait jeter les forces de notre Parti, gagner du temps pour résoudre au plus vite le problème des céréales; en suivant sans défaillance le cours qu'il s'était tracé, le Parti a résolu ce problème avec succès. Dès 1956, les achats de blé par l'Etat s'élevèrent à 3,5 milliards de pouds, soit presque deux fois plus que jusqu'à ce moment. Ce résultat fut obtenu par la mise en valeur des terres vierges. On se demande ce qu'on pouvait objecter à ces mesures ? Or, Molotov s'obstinait à faire des objections.

Restait enfin la réorganisation de la direction de l'industrie. En 1957, le Comité central étudia

longuement à fond et dans ses différents aspects, cette question urgente. Il était clair que les formes d'organisation que revêtait alors la direction de l'industrie freinaient le développement des forces productives. Il fallait supprimer des ministères et créer des régions économiques. Sur ce point, il y eut des conférences dans les républiques, dans les régions et dans les villes. Ensuite, le Comité central convoqua une conférence élargie à laquelle participèrent les membres et les suppléants du Presidium. A cette conférence, personne, y compris Molotov, n'éleva de critiques contre la réorganisation de la direction de l'industrie. Le Presidium discuta à deux reprises le rapport qui devait être présenté à la session du Comité central. Là encore il n'y eut pas d'objections de Molotov. Mais la veille de la session, à trois heures du matin, les membres du Presidium reçurent de Molotov une note d'une demi-page à peine dans laquelle celui-ci portait devant le Presidium son désaccord sur la réorganisation de l'industrie, sans le moindre argument à l'appui, se bornant à alléguer que l'heure n'était prétendument pas encore venue de procéder à cette réforme dans notre pays. Cela appelle-t-il des commentaires ? La vie elle-même s'est chargée de montrer qui avait raison.

Quoi qu'il en soit, l'un après l'autre, des problèmes d'une importance vitale pour notre Etat ayant trait à la réorganisation de la direction économique ont été, avec le soutien du Parti et du peuple, résolus avec succès en dépit des fractionnistes. Et cela les a irrités à l'extrême. Ils ont vu tout cela, ils ont compris que la vie les rejetait, mais n'ont pas voulu comprendre ni admettre qu'ils faisaient fausse route et en tirer pour eux des conclusions. Au contraire, les choses ont évolué de telle manière que leurs erreurs se sont encore aggravées.

A ce sujet, il y a lieu de rappeler un événement qui, selon moi, a une grande importance. Peu avant la session de juin du Comité central, il y eut une réunion du Presidium à laquelle assistèrent plusieurs membres et suppléants du Presidium actuel. Je pense que tous peuvent rafraîchir dans leur mémoire l'atmosphère qui régnait à cette réunion. La discussion portait sur la réhabilitation pleine et entière, y compris la réhabilitation vis-à-vis du Parti, d'anciens hauts dirigeants de notre armée, Toukhatchevski, Iakir, Ouborévitch, Iégorov, Eideman, Korsch et autres. Leur innocence était si évidente que même Molotov, Malenkov, Kaganovitch et autres se prononcèrent pour leur réhabilitation, bien qu'à l'époque ils aient trempé dans leur fin tragique. Et voilà qu'en pleine discussion, Nikita Serguéievitch leur demanda, très calmement, mais bien en face : Quand donc aviez-vous raison ? Quand vous votiez pour le sort qui leur était promis et quand ce sort fut tranché de façon si tragique, ou bien en ce moment où vous les réhabilitez entièrement ? Cette question honnête et sans ambages les mit en fureur et les troubla profondément. A en juger par leur attitude lors de cette réunion, il apparut clairement qu'ils redoutaient que la vérité fût découverte, que les grossières violations de la légalité soviétique commises par eux fussent portées à la connaissance du Parti et du peuple. C'est alors que ces scissionnistes s'entendirent entre eux pour détourner le Parti du cours nouveau qui rétablissait les normes léninistes de la vie du Parti et pour le ramener aux vieilles positions de l'époque du culte de la personnalité.

Peut-être, camarades, n'aurait-il pas fallu donner tous ces détails. Mais il me semble, après le XX^e Congrès, que le XXII^e Congrès est celui où

(Suite au verso, bas de page)

L'«amertume» du P.C.F.

LES décisions inattendues du XXII^e Congrès du Parti soviétique ont été officiellement communiquées au P.C.F. par la résolution du Comité central datée du 26 novembre. Le point délicat est celui de la déstalinisation, ainsi présentée :

« Le Comité central, au nom de tous les communistes français, salue les décisions du XXII^e Congrès visant à extirper toutes les conséquences du culte de la personnalité de Staline qui conduisait à placer celui-ci au-dessus du Parti et du peuple et à lui attribuer tous les succès du socialisme.

« La théorie fautive de Staline sur l'aiguinement de la lutte des classes au fur et à mesure de la progression du socialisme aboutit à des répressions arbitraires et massives, à des fautes graves dans la conduite des affaires du pays.

« Bien qu'il ne fût pas au pouvoir d'un homme, quel qu'il fût, d'empêcher le régime socialiste de progresser en U.R.S.S. et le mouvement ouvrier d'avancer dans le monde, les fautes et les crimes qui découlèrent du culte de la personnalité ont porté un grave préjudice à la cause du communisme.

« Le culte de la personnalité ne résultait ni de la nature du système socialiste ni du rôle dirigeant tenu par le Parti léniniste. Une preuve supplémentaire en est apportée par le fait que l'un et l'autre ont trouvé dans leur propre sein les forces nécessaires pour extirper un phénomène qui leur était étranger.

« Le culte de la personnalité et ses conséquences sont en effet en contradiction avec les principes mêmes du marxisme-léninisme

qui montre que ce sont les masses qui font l'histoire. Le culte de la personnalité et ses conséquences sont des tares héritées du régime capitaliste et de l'individualisme bourgeois... »

Telle est la révélation officielle faite au P.C.F. de l'indignité de celui qui, pendant plus d'un quart de siècle, a dirigé « le régime socialiste en U.R.S.S. et le mouvement ouvrier dans le monde ». Il fallait, pour s'aligner sur Moscou, que le mot *crime* fût prononcé, écrit, imprimé.

Amener ce mot n'avait pas été commode pour Maurice Thorez. Il ne réunit pas d'abord le Comité central, mais prononça son premier discours sur le XXII^e Congrès lors de la Conférence de Gennevilliers sur l'activité du Parti dans les entreprises (18 et 19 novembre) :

« Des camarades ont au cœur non seulement du mécontentement, mais un peu d'amertume, de vieux camarades surtout. Et on les comprend (...).

« Quand nous songeons aux grands mérites que Staline s'était acquis et pour lesquels nous continuons à lui rendre hommage, nous sommes affectés. Nous éprouvons de l'amertume à l'idée qu'il a pu se laisser aller à de telles méthodes, non seulement à l'encouragement du culte de sa personnalité, mais aussi à des violations de la légalité de l'Etat et du Parti soviétiques, ce qui n'engendrait plus seulement des erreurs et des fautes, mais, hélas ! des crimes. »

Amertume, donc, et mécontentement. Le P.C.F. a eu tort d'être stalinien : en défen-

(SUITE DE LA PAGE 9)

un bilan complet doit être fait, et nous devons savoir et comprendre combien était difficile et complexe l'atmosphère à la direction du Parti. Alors se tranchait le destin du cours nouveau adopté par notre Comité central pour diriger le Parti et le pays. Et je peux dire, comme déléguée au Congrès, et je pense que j'exprimerai l'opinion de vous tous : quelle chance pour l'ensemble de notre Parti, quel grand bonheur pour notre nation soviétique qu'à ce moment le Comité central, ayant à sa tête notre cher Nikita Serguéievitch, ait été à la hauteur de la situation et qu'il ait réussi à écraser le groupe antiparti. (Vifs applaudissements prolongés.) Le cours nouveau de notre Parti a remporté la victoire ! (Vifs applaudissements prolongés.)

(Pravda, 22 octobre 1961.)

Ce discours a été fortement émondé par la commission de rédaction du Congrès. En effet, des échos en avaient filtré le jour même, transmis par les agences, notamment celui-ci à propos du massacre des généraux qui eut lieu à la suite d'un vote du Politburo, d'un vote, et non d'un jugement de tribunal. Malenkov, interpellé par Khrouchtchev dans les

termes rapportés par Fourtseva, aurait répondu : « Pourquoi tentez-vous de nous effrayer ? Nous donnerons notre propre version des choses. Nous sommes chez nous au Comité central » (dépêche A.F.P.-U.P.I., cf. Le Monde, 22 octobre). Ces paroles de Malenkov rendent un son authentique. W. Krivitski avait bien dit qu'aucun tribunal n'avait jugé Toukhatchevski et les autres officiers supérieurs : Fourtseva le confirme, mais elle n'avoue pas que plus de 30.000 militaires ont péri de cette façon. D'autres passages de son discours ont été supprimés par le Secrétariat du Congrès.

On ignore pourquoi Fourtseva n'a pas été « élue » (sic), cette fois, au Presidium du Comité central. Elle avait quitté le Secrétariat lors de la nomination de Kozlov auprès de Khrouchtchev. Son absence au Soviet suprême, dernière session, a suscité des rumeurs invérifiables (entre autres celle d'une tentative de suicide). On a jéré sur les allusions malignes du discours de Cholokhov à son égard (Pravda du 25 octobre). Il sera loisible d'y revenir plus tard.

(Traductions de M. B.)

dant Staline, il défendait un criminel, en suivant Staline, il contribuait à porter un « grave préjudice à la cause du communisme ». Cela est la vérité communiste officielle depuis le XXII^e Congrès. Ce n'est pas une vérité comode à porter, à expliquer, à enseigner.

Le mécontentement et l'amertume que Thorez avoue comprendre et même partager sont le résultat de la situation psychologiquement impossible dans laquelle les communistes se trouvent placés désormais. Ils ne connaissent pas, et probablement Thorez ignore, les raisons pour lesquelles les Soviétiques ont donné un caractère spectaculaire et radical à la « déstalinisation ». Il leur faut suivre et approuver sans comprendre. « Après tout, c'est l'affaire des camarades soviétiques eux-mêmes », a dit Thorez à Gennevilliers. Il a aussitôt ajouté : « Essayons de comprendre pour quelles raisons ils en sont venus à de telles mesures. » Mais tout se passe comme s'il ne le comprenait pas lui-même, comme s'il n'avait pas été mis dans le secret. Voici d'ailleurs un quart de siècle qu'il est la courroie de transmission des changements soviétiques les plus imprévus, sans avoir été prévenu en temps utile et sans être informé des motifs réels. Le front populaire, le communiqué Laval-Staline de 1935, le pacte germano-soviétique de 1939, la dissolution du Komintern, la constitution puis la suppression du Kominform l'avaient trouvé dans les mêmes dispositions : le vrai problème, pour Thorez, chaque fois, n'est pas de prévoir, de savoir ni de comprendre, mais de faire accepter au P.C.F. l'alignement automatique, s'exprimant par l'habituelle « approbation sans réserves ».

Cette fois-ci, Thorez est allé d'abord à la Conférence de Gennevilliers. Son discours fait état des conversations privées et des correspondances qu'il avait eues auparavant avec divers militants, première occasion pour lui de tâter le terrain. Le discours de Gennevilliers lui permet d'expérimenter ses arguments, d'étudier les réactions. Ce discours paraît dans l'*Humanité* du 22 novembre. Le 25, le Comité central se réunit à Ivry, pour deux jours, et, en fait, la session se prolongera jusqu'au 27 inclus. Dans l'*Humanité* du 27, qui publie le rapport de Waldeck Rochet, ce Comité central est encore désigné comme celui des « 25-26 novembre ». Dans l'*Humanité* du 30, publiant l'intervention de Thorez, il est devenu le Comité central des « 25-26-27 novembre ». Il a fallu prolonger non point « les débats », — il n'y en a pas, — mais les explications.

Les aspects de la crise provoquée par la « déstalinisation » sont nombreux. Les uns peuvent être analysés à partir des textes; les autres se laissent aisément deviner. Par exemple, Thorez a dit à Gennevilliers :

« Pendant treize années, de 1939 à 1952, il n'y a pas eu de Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. Il n'y avait plus de sessions du Comité central (...). Les décisions étaient prises par un seul homme, au plus par quelques-uns. La politique du Parti et de l'Etat

était ainsi fixée par un groupe restreint, hors du contrôle du Parti et des masses. C'était un groupe, une commission de trois, qui décidait souverainement et dans le secret, sans appel, des arrestations, des sentences d'internement, des exécutions (...). Rien ne peut justifier de telles méthodes, qui ont fait beaucoup de mal au peuple soviétique. »

Si rien ne peut justifier de telles méthodes, pourquoi donc avoir attendu la fin de l'année 1961 pour les déclarer injustifiables? Pourquoi les dirigeants du P.C.F. ont-ils si longtemps accepté ces « méthodes », pourquoi ont-ils fait l'apologie du pays et du Parti qui était dirigé de cette manière? Cette seule question, obvie et toute simple, donne déjà une idée des difficultés inextricables dans lesquelles la direction du P.C.F. est placée par la « déstalinisation ». Si Thorez ignorait tout de ce qui se passait réellement en U.R.S.S., ce n'était pas la peine d'aller si souvent à Moscou. Mais tout le monde savait plus ou moins. Les adversaires du communisme dénonçaient la *tyrannie criminelle* qui est aujourd'hui dénoncée par la nouvelle orthodoxie soviétique : les adversaires du Parti avaient raison, les militants du Parti avaient tort de défendre des pratiques dont ils doivent — par ordre — reconnaître aujourd'hui que *rien ne peut les justifier*. Et enfin, l'absence de tout Congrès du P.C.U.S. entre 1939 et 1952 n'était pas un phénomène secret.

On pourrait varier à l'infini l'exposé des difficultés de cette sorte. On pourrait y trouver une mine d'arguments irréfutables, propres à faire des ravages dans les rangs communistes, s'il existait en France une contre-propagande organisée, bien décidée à faire reculer le communisme. Le P.C.F. n'a pas grand-chose à craindre de ce côté. Mais, même sans contre-propagande, on peut être sûr que beaucoup de communistes se posent à *eux-mêmes* ces questions, sous une forme ou sous une autre.

Plutôt que d'en analyser la diversité, essayons de serrer exactement les points où la difficulté est la plus grande, et où « amertume » et « mécontentement » peuvent trouver une force véritablement destructrice du fonctionnement normal de l'appareil communiste. Il en existe deux principaux, que la résolution du Comité central d'Ivry tente d'exorciser.

1. — Ce que l'on appelle le « culte de la personnalité » — et qui désigne en fait la tyrannie criminelle de Staline — devait bien avoir des racines dans la société soviétique. Le « marxisme-léninisme », même dégénéré, n'a pas préparé les communistes à admettre qu'il puisse y avoir des effets sans cause. Telle est notamment la position des communistes italiens, qui réclament (comme ils avaient commencé à le réclamer après le XX^e Congrès) un examen historique et critique des vices internes du P.C.U.S. qui ont permis le stalinisme. Il faut éviter que la question ne soit posée. C'est pourquoi la résolution du Comité central d'Ivry affirme que « le culte de la personnalité ne résultait ni

de la nature du système socialiste ni du rôle dirigeant tenu par le Parti léniniste ». La résolution s'empresse d'en apporter « une preuve supplémentaire », après avoir omis pourtant d'en donner la preuve principale. Or si la preuve principale est absente, la « preuve supplémentaire » ne vaut rien. Elle énonce que le système socialiste et le P.C.U.S. ont « trouvé en leur propre sein les forces nécessaires pour extirper un phénomène qui leur était étranger ». Or cela ne fait que souligner davantage ce qui constitue, aux yeux des communistes, l'anomalie majeure : comment se fait-il que, pendant plus d'un quart de siècle, le P.C.U.S. et le système soviétique n'aient pas pu « trouver en leur sein les forces nécessaires pour extirper un phénomène qui leur était étranger » ? Ce « phénomène étranger », aujourd'hui reconnu et dénoncé comme une tyrannie criminelle, n'a d'ailleurs jamais été *extirpé* : en ceci que jusqu'à la mort de Staline ni le « Parti léniniste » ni le « système socialiste » n'ont eu la force de quoi que ce soit contre lui. On peut même dire que, sous Staline, il n'y avait ni « système socialiste » ni « Parti léniniste » qui soient distincts du stalinisme lui-même. La mainmise de Staline était complète. Tellement complète qu'il a fallu attendre plusieurs années après sa mort pour commencer à mettre en cause le tyran. La société soviétique fut *radicalement incapable* de se libérer d'une tyrannie criminelle. Même en admettant par hypothèse la thèse officielle soviétique, selon laquelle la tyrannie aurait maintenant pris fin en U.R.S.S., il faudrait remarquer que la « libération » est venue de la disparition du tyran, et non pas d'une résistance qui lui aurait été opposée quand il était au pouvoir. Si bien que la vraie question n'est pas écartée, elle est au contraire renforcée : c'est la question de *l'inaptitude constatée* du « système soviétique » et du « Parti léniniste » à empêcher l'installation et la continuation d'une tyrannie criminelle.

Donc le problème des *causes* reste entier. Mais celui des *effets* est au moins aussi grave.

2. — Car le problème des *effets* de la tyrannie stalinienne est sans doute celui qui enferme la psychologie et la propagande communistes dans la « contradiction interne » la plus fatale. La résolution du Comité central d'Ivry affirme simultanément, dans la même phrase, que le stalinisme a « *porté un grave préjudice à la cause du communisme* » mais qu'il n'était « *au pouvoir d'aucun homme d'empêcher le régime socialiste de progresser en U.R.S.S. et le mouvement ouvrier d'avancer dans le monde* ». C'est exclure d'avance toute analyse critique sérieuse du « grave préjudice », puisqu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher le socialisme de progresser et le mouvement d'avancer. Ce mouvement, ce socialisme, autocratiquement dirigés par un tyran criminel qui, théoriquement et pratiquement, tournait le dos aux « principes du marxisme-léninisme », n'en volaient pas moins de victoires en victoires. Comment le croire, comment le comprendre ?

La même contradiction interne se retrouve dans les deux discours de Thorez. A Gennevilliers, il a déclaré (texte déjà cité) : « *Pendant treize années, de 1939 à 1952, il n'y a pas eu de Congrès du P.C.U.S. Il n'y avait pas de session du Comité central (...). Les décisions étaient prises par un seul homme, au plus par quelques-uns. La politique du Parti et de l'Etat était fixée par un groupe restreint, hors du contrôle du Parti et des masses.* » Et au Comité central d'Ivry, Thorez a affirmé que, malgré le culte stalinien de la personnalité, « *le grand organisme du Parti vivait normalement, accomplissait son travail d'organisation et d'éducation auprès des masses, continuait à appliquer les principes démocratiques* ».

Cette contradiction n'est d'ailleurs que l'exact reflet de la principale contradiction interne des thèses du XXII^e Congrès. D'une part, un groupe restreint et criminel avait établi son pouvoir absolu sur tout le Parti ; d'autre part, le Parti vivait normalement et continuait à appliquer les principes démocratiques. Cela n'est absolument pas croyable, même pour un communiste docile.

La conséquence *nécessaire* de la condamnation du stalinisme comme tyrannie criminelle est évidemment la condamnation de tout ce qui, dans le système soviétique et dans le mouvement communiste international, s'est fait sur l'ordre de cette tyrannie criminelle. Et c'est aussi la condamnation de tous ceux qui en ont été les complices et les exécuteurs, de Khrouchtchev à Thorez. Naturellement, les dirigeants actuels du communisme n'ont aucun désir de tirer cette conséquence. Mais il ne suffit pas de la taire ou de l'interdire pour qu'elle perde sa force évidente. Déjà, en Italie et en France, les jeunes générations communistes acceptent ce qu'elles appellent « le cours nouveau » défini par le XXII^e Congrès, mais précisent que ce cours nouveau appelle des hommes nouveaux, et que Togliatti et Thorez, entièrement compromis dans le stalinisme, doivent être mis à la retraite. Il est vraisemblable qu'en U.R.S.S. nombreux sont les communistes qui, sans le dire, pensent la même chose des actuels dirigeants du Presidium du Comité central. Pour ne point passer la main, les dirigeants en place n'ont qu'une ressource : fermer les bouches, empêcher tout débat, prolonger les méthodes staliniennes. Ils ne s'en privent pas.

Mais le système stalinien avait une *cohérence* fondamentale : il ne s'était jamais officiellement donné tort à lui-même. Cette cohérence est maintenant brisée par les thèses du XXII^e Congrès. En condamnant officiellement ce qu'il a fait sous Staline et ce qu'il continue de faire, le communisme s'engage dans des voies nouvelles et inconnues. L'« amertume » du P.C.F. n'est que la couleur sentimentale d'une crise interne qui est radicale. Elle ne chemine guère au grand jour, et il n'est pas possible de prévoir quels seront ses points de rupture et ses modalités d'éclatement. Ce qui semble exclu en tout cas, c'est qu'elle puisse se résorber imperceptiblement.

Après le XXII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

Gomulka explique le stalinisme

DANS un long rapport du XXII^e Congrès du P.C. soviétique, présenté à la récente réunion du Comité central du P.O.P.U. (22 novembre 1961), Ladislav Gomulka a fait le point sur « l'époque stalinienne ». C'est la première fois qu'il a consacré une place aussi importante aux abus de pouvoir et aux forfaits de Staline. Certes, sa position à cet égard apparaît beaucoup plus nette que celle de Maurice Thorez, par exemple. Néanmoins, bien qu'il ait lui-même subi les contre-coups du stalinisme, il s'efforce à présent d'atténuer la responsabilité personnelle du sanglant autocrate. Il croit pouvoir le faire au moyen d'une analyse pseudo-marxiste des conditions économiques, sociales et politiques, dans lesquelles l'U.R.S.S. a effectué la révolution, en rejetant une part de la responsabilité sur les services de renseignements étrangers, celui d'Hitler en particulier.

Le culte de la personnalité

Après avoir évoqué les questions qui avaient été traitées au XXII^e Congrès du P.C. soviétique, Gomulka a déclaré, à titre de préambule :

« Celle qui a prédominé n'est pas nouvelle et, bien que résolue il y a longtemps, elle demeure toujours actuelle et importante tant pour le P.C. de l'Union soviétique que pour le mouvement communiste tout entier ; c'est la question que, dans un raccourci mental, nous appelons culte de la personnalité. »

Enchaînant aussitôt, Gomulka a affirmé que le rôle dominant du P.C. de l'U.R.S.S. n'était pas seulement déterminé par le passé :

« Ce rôle, le P.C. de l'U.R.S.S. le joue également à présent, surtout parce que le pays qu'il dirige est la principale puissance de notre époque, l'époque du socialisme et du communisme ; il est le principal facteur de la sécurité de tous les Etats socialistes, la principale barrière contre les machinations bellicistes ourdies par les impérialistes, le principal garant de la réussite de la mission historique du mouvement communiste international, mission qui tend à empêcher une nouvelle guerre et à éliminer la guerre de la vie des peuples ; la principale force motrice de l'évolution du monde vers le socialisme. »

Tout cela, dit-il, « la page sombre du culte de la personnalité » ne saurait en rien le changer. Bien au contraire :

« La dénonciation de ce phénomène, amorcée il y a six ans et continuée au XXII^e Congrès, contribue non seulement à affermir la politique du P.C. de l'U.R.S.S. par rapport aux autres partis communistes et ouvriers ; elle témoigne surtout du profond sens de responsabilité que la direction de ce parti assume face au rôle de celui-ci et de l'U.R.S.S. dans l'orientation de la ligne générale du mouvement communiste international et de la politique intérieure des pays du camp socialiste. »

Quant à « l'opposition d'une partie du *Présidium*, avec Molotov, Kaganovitch et Malenkov en tête, qui avaient tenté de rétablir au P.C. de l'U.R.S.S. les anciennes méthodes et les pratiques organisationnelles stalinienne » :

« Le XXII^e Congrès revint à cette question et réprova le groupe antiparti. Il ne l'a point fait — comme l'insinuent des correspondants de journaux bourgeois — parce que celui-ci présente un danger pour le Parti (ce groupe n'ayant aucun appui au P.C. de l'U.R.S.S.) pas plus qu'en raison de prétendues intentions de traduire ces hommes en justice, de telles intentions n'existant pas. La critique du groupe antiparti s'inscrit dans le contexte de l'immunisation prophylactique du P.C. de l'U.S. contre les maladies de l'époque du culte de la personnalité, dans le contexte de l'élargissement de la démocratie et des normes léninistes au sein du Parti, dans le contexte des transformations des méthodes de travail du Parti (...) et de l'importance qu'elle présente pour les autres partis communistes et ouvriers. Cette critique prouve en même temps l'énorme force du P.C. de l'U.S., la cohésion de ses rangs, la grande expérience politique de cette armée de dix millions de membres rassemblés autour du Comité central. »

La déstalinisation

Cela dit, Gomulka passa directement à la résolution du XXII^e Congrès relative au transfert du corps de Staline :

« Le cercueil de Staline a été enterré au cimetière du Kremlin, à côté des tombes des militants qui ont particulièrement mérité du Parti et de l'Etat soviétique. Cette résolution résulte logiquement de la révélation publique des crimes accomplis au temps de Staline et dont il était moralement et politiquement responsable. Nul ne biffe le nom de Staline en tant que grand révolutionnaire ; nul ne conteste les mérites qu'il a eu dans la lutte et le travail de la nation pour édifier le socialisme en U.R.S.S. Néanmoins, rien ne peut justifier ni effacer le mal immense que le culte de sa personne a fait au socialisme, culte auquel non seulement il ne s'était pas opposé, mais qu'il a lui-même soigneusement entretenu. (...) Le transfert du corps de Staline, le rétablissement du caractère initial du Mausolée Lénine, de même que l'érection du monument de Marx à Moscou symbolisent parfaitement les changements survenus au P.C. de l'U.R.S.S. et dans l'Union soviétique après la mort de Staline. »

Avant évoqué toutes les critiques faites au XXII^e Congrès — depuis le groupe antiparti jusqu'au Parti du travail albanais — Gomulka déclara :

« Il faut que notre Parti se prononce sur ces questions qu'il définit sa position. Commençons par le culte de la personnalité. Ce sont sans nul doute nos camarades soviétiques qui ont le plus à dire à ce sujet. S'ils n'ont pas jusqu'ici tout dit sur l'origine du culte de la personnalité, c'est qu'il est encore prématuré de le faire. A notre avis, pour comprendre les causes de ce culte, il suffit de se rappeler les conditions dans lesquelles l'U.R.S.S. construisait le socialisme et de tenir compte du caractère de Staline. Caractère sur lequel Lénine avait attiré l'attention en déconseillant de le laisser au poste de secrétaire général du Parti. »

L'analyse de la situation économique, sociale et politique dans laquelle la révolution prit le départ, amène Gomulka aux conclusions suivantes :

« L'Etat soviétique de la dictature du prolétariat devait se montrer intransigeant à l'égard des ennemis du socialisme. Le Parti ne pouvait pas tolérer la moindre faille qui pût ébranler la combattivité et l'unité de ses rangs. Il fut

obligé d'éliminer les trotskystes, pour lesquels l'édification du socialisme dans un seul pays n'était pas possible, ce qui équivalait à la capitulation de la révolution. (...) Il fallait exclure du Parti les dirigeants de l'opposition, et terminer là cette affaire. Or, Staline, mu par son caractère despotique, en régla le compte dans le sang. »

Parlant de la situation dans l'industrie et l'agriculture soviétiques à cette époque, Gomulka a remarqué à propos de cette dernière :

« Les renseignements sur la situation créée par la collectivisation sont encore parcimonieux. Nous savons toutefois que la collectivisation a rencontré une forte résistance d'une partie des paysans riches. (...) Cette résistance des koulaks, qui prit dans les campagnes une grande ampleur et des formes aiguës allant jusqu'au sabotage, à la désertion et aux meurtres, eut pour conséquence la répression de la part des Pouvoirs publics. Il n'y a rien là d'extraordinaire. Toute révolution — et d'autant plus une révolution socialiste qui transforme à la base l'ancien régime, qui socialise les moyens de production dans les villes et les campagnes — rencontre la résistance et la lutte des classes qu'elle frappe. Cependant, la répression d'un Etat de la dictature du prolétariat doit correspondre à l'étendue de la contre-révolution : elle doit frapper l'ennemi et non sévir à l'aveugle. Malheureusement, cette mesure fut dépassée par les organismes mis en place pour combattre l'ennemi et l'action contre-révolutionnaire et que Staline contrôlait et inspirait. Il semble que ces organismes aient commencé à la dépasser dès l'entrée en vigueur de la collectivisation dans la campagne soviétique. C'est à cette époque qu'il convient de situer le début du processus qui se manifestait par des abus de pouvoir, des violations de la légalité socialiste, une atmosphère de peur et qui favorisa le phénomène du culte de la personnalité, le culte de Staline. Tout cela fut ensuite étayé sur la théorie stalinienne de l'inévitable intensification de la lutte des classes en régime édifiant le socialisme, théorie accompagnée du slogan des « ennemis du peuple », ennemis qu'il fallait chercher également au Parti. Ainsi, les organismes du N.K.V.D. pouvaient-ils considérer comme ennemi du peuple quiconque osait prononcer une parole de critique. Les inculpations d'activité au profit des puissances étrangères déferlèrent en une vague immense, ce qui facilita le travail des services de renseignements des pays impérialistes. »

Gomulka a largement traité ce dernier point, évoqué les agissements de la Gestapo dans l'affaire du maréchal Toukhatchevsky et des généraux soviétiques pour atténuer la culpabilité de Staline :

« Il est impossible d'imaginer, même en tenant compte de tous les mauvais côté du caractère de Staline, qu'il pût se décider pour d'autres raisons — que la trahison alléguée par la Gestapo — à une amputation aussi sanglante de l'état-major et des cadres d'officiers de l'Armée soviétique. (...) En s'attaquant à l'état-major, Staline était convaincu qu'il sévissait contre les ennemis du socialisme. A ses yeux, les aveux forcés des hommes injustement arrêtés le confirmaient. »

Et de décrire l'atmosphère générale créée par la terreur, pour justifier ainsi la responsabilité du P.C. soviétique :

« Lorsque tombaient les têtes des maréchaux, des généraux et des personnalités haut placées dans l'appareil du Parti et de l'Etat, la peur s'emparait des hommes, la suspicion augmentait, l'atmosphère d'espionnage s'étendait. Le rôle du N.K.V.D. grandissait, car c'était lui qui assumait principalement la lutte contre l'ennemi. (...) »

« Sous le poids des difficultés issues des conditions dans lesquelles la nation soviétique édificait le socialisme, le Parti subissait la volonté et la pression de l'autoritaire Staline. Le principe essentiel de l'organisation du Parti le centralisme démocratique — fut amputé du second

tronçon ; il n'en resta plus que le premier : le centralisme. C'est le sommet qui, dès lors, décidait de tout, le sommet c'était Staline. »

Face à « cet état anormal des choses », comment expliquer l'attitude des communistes, « hommes courageux, épris d'idéal et qui, au cours des luttes révolutionnaires, ont toujours attaché plus de prix à la cause du socialisme qu'à leur vie » ? En voici les explications de Gomulka :

« Engager la lutte contre Staline n'était point la même chose que lutter pour la révolution socialiste, ou combattre la contre-révolution. (...) Bien que Staline eût mis en application des méthodes inadmissibles, contraires aux principes de la légalité socialiste et qu'il fût même coupable de crimes, tout communiste qui en savait quelque chose ou qui en avait entendu parler se demandait : en se déclarant contre Staline, n'allait-il pas de ce fait agir au détriment du socialisme ? Cela faciliterait-il ou rendrait-il plus difficile l'édification du socialisme en Union soviétique ? Dans les conditions d'alors, cette question empêchait les communistes d'engager la lutte contre Staline. Cela, nous l'avons bien connu au cours de l'histoire de notre Parti, le Parti communiste de Pologne. Combien de nos camarades, qui n'avaient peur ni de la prison ni de la mort, ne voulaient-ils pas parler, même avec des amis les plus intimes, de la criminelle extermination des nombreux communistes polonais ? Ils étaient pourtant convaincus de l'innocence des hommes arrêtés ou exécutés. Ils ne voulaient pas en parler pour ne pas nuire à la cause du socialisme, pour ne pas donner aux ennemis d'arguments à une campagne antisoviétique. »

L'affaire du Parti du Travail albanais

« C'est sur cette toile de fond qu'il faut examiner la critique faite au XXII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. à l'adresse des dirigeants du Parti du travail albanais. (...) Bien que leur position politique et leur attitude envers l'U.R.S.S. eussent été sévèrement critiquées, sauf de rares exceptions, par tous les partis qui avaient pris part à ces conférences — celles de Bucarest et de Moscou — les dirigeants du P.T.A. n'ont pas abandonné leurs positions dogmatiques. Au contraire, ils les ont manifestées avec une insistance accrue. Présentement, sous prétexte de combattre le révisionnisme et de défendre le marxisme-léninisme, ils en sont arrivés à attaquer publiquement le P.C. de l'U.R.S.S. et sa direction. Selon eux, sont révisionnistes tous ceux, tous les partis qui ont pris pour plateforme les résolutions du XX^e Congrès du P.C. de l'U.S. »

« Qualifier de dogmatique et de sectaire l'attitude des dirigeants du P.T.A. n'est pas suffisant pour définir exactement leur politique. Politique qui n'en est pas une. Ce n'est qu'un stupide aventurisme politique. »

Ayant évoqué un récent discours d'Enver Hodja qui avait taxé d'opportunisme les conceptions sur la coexistence pacifique de Khrouchchev et de ceux qui le suivaient, Gomulka affirma que cette opinion « n'est certainement partagée par aucun Parti communiste et ouvrier » :

« La direction du P.C. de l'U.R.S.S., attaquée le plus violemment par le P.T.A., a jugé nécessaire de dire au XXII^e Congrès ce qu'elle pensait de ce parti et comment elle appréciait la politique de ses dirigeants. (...) Sur les quatre-vingts partis communistes et ouvriers dont les représentants ont pris part au XXII^e Congrès, (...) seul celui du P.C. chinois fut d'avis que l'on n'aurait pas dû traiter en public le différend avec le P.T.A. et que toutes les divergences d'opinions devraient être réglées par voie de consultations intérieures. Il est difficile d'accepter ce point

Le P.C. de Belgique et le XXII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

NOMBREUX ont été les commentateurs occidentaux qui n'ont pas hésité à affirmer que, dans l'affaire albanaise, le P.C. belge avait pris parti pour les dirigeants de Tirana. Afin de mieux étayer leur argumentation, ces commentateurs se sont basés sur deux faits :

1) le délégué du P.C.B. au XXII^e Congrès, Ernest Burnelle, président du Parti, avait passé sous silence la question albanaise;

2) une information en provenance de Tirana classait parmi les partis communistes qui avaient « défendu » le Parti du travail d'Albanie au XXII^e Congrès, le Parti communiste belge.

Pour mettre fin à ces rumeurs, le Comité central du P.C.B. fit publier, à l'issue de sa réunion des 12 et 13 novembre 1961, une résolution condamnant les dirigeants albanais. Voici l'essentiel de ce texte, paru dans le *Drapeau rouge* (14 novembre 1961) :

« ... Le Parti communiste de Belgique condamne sans réserve l'hostilité du Parti du travail albanais à la lutte pour la coexistence pacifique, à la lutte pour éviter à l'humanité les horreurs de la guerre. Il condamne de même les infractions graves du Parti du travail albanais à la démocratie socialiste et les actes criminels perpétrés dans ces conditions contre les militants ouvriers albanais, en dépit des appels répétés qui ont été adressés à Tirana. »

D'autre part, afin de mieux montrer combien le P.C.B. était aligné sur Moscou, les dirigeants communistes belges « invitèrent » leurs militants à leur faire part, par écrit, des réflexions et des questions qu'avaient suscité pour eux les travaux du XXII^e Congrès du Parti communiste d'U.R.S.S. C'est Jean Blume, membre du Bureau politique du P.C.B., qui devait faire, dans le *Drapeau rouge* (7 décembre 1961), les « réponses » à une série de questions « posées » par les militants communistes belges. De ce texte fort long, nous extrayons les paragraphes qui concernent le problème albanais, la question chinoise et l'avenir des relations entre le Mouvement communiste international et la « Ligue des communistes yougoslaves ».

de vue par rapport à l'Albanie. (...) Ce différend a cessé depuis longtemps d'être un secret. (...) Ce sont les dirigeants du P.T.A. eux-mêmes qui compromettent l'unité du mouvement communiste international. La critique publique de leur position est devenue nécessaire. »

Polycentrisme ou centralisme ?

Cette question, Gomulka l'a abordée aussitôt après celle du Parti du travail albanais, en affirmant :

« Certains camarades des partis frères communistes (...) insistent sur la nécessité d'adopter le polycentrisme, conception qu'ils n'ont pas nettement précisée. (...) Les conditions objectives à elles seules ne déterminent pas la politique

A propos de l'Albanie

« En ce qui concerne le Parti du travail albanais, ou plus exactement sa direction actuelle, la discussion en vue de cet accord ne nous semble guère praticable dans l'immédiat.

« Loin de nier ou de contester les décisions illégales, les violations de la démocratie et les mesures de terreur qu'on leur attribue, les dirigeants du Parti du travail albanais s'en revendiquent et essaient de les justifier doctrinalement.

« Or, nous ne pouvons ni ne voulons couvrir des actes et un comportement étrangers au communisme.

« Il existe donc, à l'heure qu'il est, une situation de rupture dont il ne faut pas se dissimuler les aspects tragiques : le peuple albanais, le socialisme qu'il a conquis au prix d'une lutte héroïque, les militants révolutionnaires qui sont les meilleurs de ses fils, sont exposés aux pires aventures.

« Cela ne nous encourage pas à donner une publicité quelconque aux plaidoyers d'un groupe dirigeant dévoyé. Cela ne nous autorise pas non plus à nous abandonner à la colère et à l'outrance. Dernièrement, nous avons envoyé au Comité central du Parti du travail albanais un message se terminant par une invitation à tirer profit des travaux des XX^e, XXI^e et XXII^e Congrès du P.C.U.S. Ce message a été utilisé comme une approbation sans réserve au comportement des dirigeants albanais. Le procédé était... incorrect. Mais nous n'avons pas cru devoir crier au scandale. L'avenir du peuple albanais reste notre souci majeur. »

Le Parti communiste chinois

« Notre perplexité devant les positions prises par nos camarades chinois est d'autant plus grande qu'elle est à la mesure exacte de l'affection et du respect que nous leur portons.

« Nous ne comprenons pas le soutien qu'ils accordent aux dirigeants albanais, protagonistes de méthodes de gouvernement et de direction de parti que le mouvement communiste à condamnées.

« Nous ne comprenons pas non plus qu'ils considèrent la lutte pour la paix, pour le désarmement mondial, pour la coexistence pacifique comme une hypothèse douteuse, au lieu de la voir telle qu'elle est : une nécessité vitale, une base essentielle du progrès mondial, une bataille à gagner.

(Suite au verso, bas de page)

de chaque parti. Ce qui doit la déterminer, c'est un marxisme-léninisme créateur, libre de toute déformation et qui tient compte des conditions de chaque pays. (...)

« Il n'existe aujourd'hui aucun noyau central pour diriger l'activité des différents partis communistes et ouvriers. Il n'en est nul besoin. (...) Chaque parti, entièrement autonome et indépendant, assume la pleine responsabilité, tant du pays où il exerce le pouvoir que de la politique qu'il engage dans le pays où il lutte pour la démocratie et le socialisme. Tous les partis sont unis par l'internationalisme prolétarien. (...) Les documents élaborés de 1957 à 1960, lors des consultations communes de tous les partis communistes, doivent constituer pour chacun d'eux le guide central et international de son action. »

LUCIENNE REY.

Khrouchtchev continue d'avouer

LE XXII^e Congrès à peine terminé, Khrouchtchev a repris le bâton du pèlerin. Après les rodomontades des grands discours annonçant le paradis pour 1980, il est allé prêcher les impératifs immédiats dans le désert des steppes, où la situation est loin d'être reconfortante. Il a parcouru les républiques d'Asie centrale pour exhorter les travailleurs des sovkhozes et des kolkhozes à plus de zèle et d'assiduité. Le point culminant de son voyage d'inspection fut une réunion des travailleurs de la terre de l'Ouzbékistan, des régions méridionales du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Turkménistan, de la Kirghizie et de l'Azerbaïdjan. Son discours prononcé le 16 novembre à Tachkent se trouve dans la *Pravda* du 19 novembre.

En ce qui concerne l'agriculture proprement dite, on savait déjà que la situation ne s'était guère améliorée en 1961 malgré les critiques véhémentes auxquelles Khrouchtchev s'était livré en janvier dernier. Cette fois-ci, le « n° 1 » s'en est pris aux cultures industrielles, et tout particulièrement à celle du coton ; c'est d'ailleurs pour cela qu'il s'était rendu dans cette région productrice de coton par excellence.

Cependant, avant de parler de la culture du coton, nous croyons utile de donner quelques indications sur la récolte céréalière.

(SUITE DE LA PAGE 15)

« Là réside d'ailleurs la principale difficulté du débat. Nos camarades chinois formulent des critiques, des réticences à l'égard des idées nouvelles issues du XX^e Congrès du P.C.U.S. : ils n'opposent pas à ces idées une autre conception, clairement définie, du combat actuel.

« Cela nous étonne, venant d'un parti dont l'expérience, dans tous les domaines, est aussi riche.

« Comment faire pour éliminer les points d'incompréhension ?

« D'abord, redoubler d'efforts pour que la Chine populaire soit admise à l'O.N.U., pour quelle soit reconnue par le gouvernement belge.

« Ensuite, trouver un système d'échange d'informations plus efficace que celui qui existe pour l'heure. Le monde est vaste. Nous ne saurions prétendre à une intelligence complète des problèmes chinois et d'Extrême-Orient. A leur tour, nos camarades chinois peuvent fort bien avoir une vision imparfaite du mouvement ouvrier des pays capitalistes, sous-estimer ses ressources révolutionnaires. La

**APRÈS AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI**

AUCUN REMÈDE CONTRE LE GASPILLAGE

Quand les choses vont mal, les hommes du Kremlin emploient depuis des années le même procédé : ils taisent le chiffre de la production et ils font état des seules quantités collectées par l'Etat. Celles-ci peuvent augmenter quand bien même la récolte diminue, ou elles augmentent plus que la récolte si celle-ci est en augmentation, et cela pour au moins deux raisons. D'une part parce que l'Etat dispose de moyens suffisants pour être servi le premier, d'autre part parce que les sovkhozes et les kolkhozes peuvent frauder en vendant à l'Etat deux ou trois fois les mêmes quantités — procédé dénoncé par Khrouchtchev en 1961.

Dans son discours au Congrès (*Pravda* du 18 octobre), Khrouchtchev déclarait :

« La récolte céréalière globale a augmenté par rapport à l'an dernier. Les achats de céréales [par l'Etat] se sont accrus... Cette année-ci l'Etat collecte au total environ 3 milliards 300 millions de pouds de céréales, soit 450 millions de pouds de plus qu'en 1960... C'est là une victoire d'autant plus précieuse qu'elle a été remportée au cours d'une année qui ne fut pas une des meilleures quant

lecture de textes est insuffisante en ce domaine : le contact direct serait préférable. »

La Yougoslavie et les réunions internationales des P.C.

« La Ligue des communistes yougoslaves : ici les années ont accompli leur œuvre. Certains aspects dramatiques du conflit ont disparu. Par contre, l'habitude d'une situation de divergence ne facilite pas le débat idéologique incisif et lucide dont chacun sent le besoin.

« Aussi, le travail de préparation d'une discussion sereine, réfléchie, est-il dans ce cas d'une importance primordiale. Il devait être fait par un ensemble de partis, en vue d'éliminer toutes les questions secondaires et de cerner l'essentiel.

« Les conditions de la réussite sont : l'absence de toute passion et de tout chauvinisme de parti dans le débat ; le souci de rechercher les objectifs pratiques de combat dont la poursuite concertée assainirait l'atmosphère et permettrait l'examen approfondi de divergences réelles, demandant à être résorbées dans la clarté.

« Notre préoccupation, en l'occurrence, est la même que partout ailleurs : éliminer ce qui divise, promouvoir ce qui peut unir, clarifier les problèmes idéologiques, faciliter l'action. »

« Après tout ce qui précède, il serait paradoxal de ne pas évoquer l'éventualité et l'utilité d'une ou plusieurs conférences internationales des partis communistes.

« Nous croyons que cela devrait se faire, avec, bien entendu, toute la préparation désirable. Et en s'inspirant de l'expérience de la réunion de Rome des dix-sept partis, dont le style de travail et l'allure concrète, combative, sont parmi les meilleurs que nous ayons connus. »

aux conditions météorologiques [c'est nous qui soulignons]. »

Si c'était une victoire authentique, Khrouchtchev aurait sans aucun doute précisé de combien LA RÉCOLTE avait augmenté. En observant le silence sur ce point capital, et en se bornant à parler de la collecte, il avoue que la récolte de 1961 a été aussi médiocre que celles de 1960 et de 1959; la récolte record de 1958 fut donc un hasard absolument exceptionnel.

L'Etat a acheté 450 millions de pouds de plus que l'an dernier, soit 7.500 millions de kilos (ou 7,5 millions de tonnes) de plus. La récolte continue, comme l'an dernier, de plafonner entre 120 et 130 millions de tonnes. Par rapport à la récolte totale, l'Etat a donc acheté, cette année-ci, 5 à 6 % de plus. Reste à savoir si les sovkhoses et les kolkhozes ne lui demanderont pas de leur renvoyer ces quantités parce qu'ils manquent de semences... M. K. en personne a dénoncé ces procédés en janvier dernier.

Comment, d'ailleurs, pourrait-il en aller autrement? En dépit de toutes les critiques et de toutes les résolutions de janvier 1961, les abus cloués au pilori se reproduisent et se renouvellent. Un récent numéro de la *Pravda* en fournit, une fois de plus, la preuve.

Rappelons tout d'abord un passage des nombreuses interventions de Khrouchtchev au « Plenum » de janvier (*Pravda* du 17 janvier 1961) :

« Regardez les champs. Quand on passe sur les routes, on voit que le fumier a été apporté et jeté en tas dans les champs. Pendant tout l'hiver, il est lessivé des substances nutritives nécessaires aux plantes. Est-ce qu'un bon fermier fait cela? Est-ce que les engrais minéraux peuvent compenser cela? La Vie agricole et d'autres journaux ont rapporté que **DE VÉRITABLES MONTAGNES D'ENGRAIS MINÉRAUX SE SONT FORMÉES AUX GARES DES CHEMINS DE FER. Si on a besoin d'engrais au printemps, les kolkhoziens doivent les préparer en hiver et les conserver non pas près des chemins de fer en plein air, mais sous des auvents pour qu'ils ne reçoivent pas d'eau et ne s'abiment pas.** »

Et voici ce qu'on lit dans la *Pravda* du 23 novembre 1961 sous le titre : « **AUX STATIONS — DES MONTAGNES D'ENGRAIS. — QUI EST RESPONSABLE DE L'INCURIE ?** » [c'est nous qui soulignons] :

« Les engrais minéraux sont le meilleur moyen d'augmenter le rendement des cultures. Dans notre pays, la production des superphosphates, du salpêtre et des engrais potassiques augmente journellement, mais il n'y en a pas encore assez pour satisfaire la demande croissante. Dans les kolkhozes et dans les sovkhoses, où l'on s'emploie à augmenter la production, on prend soin de chaque kilogramme d'engrais. Mais on ne s'en soucie par partout... Pour les dirigeants de certains kolkhozes et sovkhoses, il s'agit là d'une lourde corvée. Les engrais qui leur sont adressés par chemin de fer **GISENT PENDANT DES MOIS A CIEL OUVERT.**

» *A présent, à de nombreuses stations du chemin de fer du Midi, se sont accumulées des dizaines de milliers de tonnes d'engrais minéraux. Les pluies les arrosent, la neige les recouvre, le vent les disperse. A la station Prikolotnoïé, il reste, depuis l'an dernier, des engrais qui étaient destinés au sovkhose betteravier. Les appels réitérés des cheminots adressés au directeur du sovkhose pour qu'il vienne chercher ces engrais sont restés sans effet.*

» *Des montagnes d'engrais minéraux se sont amassées à la station Prokhorovka. Les dirigeants des exploitations agricoles de plusieurs districts enlèvent les engrais avec une lenteur intolérable. Des centaines de tonnes gisent aux stations [ici les noms de huit stations]. Beaucoup d'engrais s'abiment à la station Kotchoubéïevka, du district de Poltava. Les sacs en papier sont déchirés, leur contenu est dispersé et foulé dans le sol. Mais les dirigeants du rayon de Tchoutovsk ne s'en inquiètent pas. Les engrais déchargés aux stations [ici quelques noms] **EN NOVEMBRE 1960 DEVIENNENT INUTILISABLES.** Chaque jour de nouveaux wagons d'engrais arrivent à destination des sovkhoses et des kolkhozes. Les montagnes de superphosphates et d'engrais potassiques croissent sans cesse.*

» *Qui demandera des comptes aux dirigeants irresponsables des kolkhozes et des sovkhoses des districts de Poltava, de Belgorod, de Kharkov et de Soumsk pour ces centaines de tonnes d'engrais inutilisés? Pas un seul des dirigeants qui ne se soucient pas des envois qui leur sont adressés n'a été, jusqu'ici, obligé de s'en expliquer devant les organes compétents. Il aurait cependant fallu depuis longtemps demander des comptes à ceux qui dilapident les biens de la nation! »*

Cette citation est un peu longue, et nous nous en excusons. Nous n'y avons, pour abrégé quelque peu, supprimé que quelques noms de stations. Chaque phrase de cet article a sa valeur. Il en ressort que rien n'a été amélioré depuis les critiques acerbes de janvier dernier : c'est comme si ce « Plenum », à plus d'un point de vue mémorable, n'avait jamais eu lieu. Il y a belle lurette que les Occidentaux ont oublié les tares alors dénoncées par Khrouchtchev et qu'ils ont repris confiance dans les promesses du Kremlin. On peut s'en consoler en constatant que les responsables soviétiques agissent, eux aussi, tout comme si Khrouchtchev ne les avait jamais critiqués.

LA SITUATION « ALARMANTE » DES CULTURES COTONNIÈRES

Nous mettons l'adjectif « alarmante » entre guillemets parce que Khrouchtchev lui-même l'a employé dans son discours de Tachkent. Nous en extrayons les passages que voici :

« *Au cours des deux dernières années, la production du coton a diminué. Le Comité central du Parti s'alarme sérieusement de*

l'état des cultures cotonnières en Turkménie. En 1958, les kolkhozes et sovkhozes de la République ont récolté 20,5 quintaux de coton à l'hectare; 17,6 quintaux en 1959, 16,3 en 1960 et 14,6 en 1961 à la date du 15 novembre.

» *Pendant les dernières années, le gouvernement et les kolkhozes de la République ont dépensé pour l'irrigation plus de 130 millions de roubles. On a construit la première et la deuxième tranche du canal de Karaboum, ainsi que d'autres dispositifs d'irrigation. Au cours de la même période, la récolte globale de coton a diminué. En 1958, la superficieensemencée était de 188.000 hectares, et la récolte de 384.000 tonnes. En 1961, avec une superficie de 243.000 hectares, on a récolté 348.000 tonnes. Sur une superficie agrandie de 55.000 hectares on a récolté moins. En 1958, 14 % seulement des kolkhozes avaient un rendement inférieur à 15 quintaux; en 1960, plus de 30 % n'atteignaient pas ce rendement...*

» *Nous ne pouvons non plus passer sous silence le sérieux retard de l'Azerbaïdjan dans la production du coton. En 1955, les kolkhozes et sovkhozes de la République enregistraient un rendement de 18,8 quintaux à l'hectare; celui-ci est tombé à 16,6 quintaux en 1960 et à 10,2 quintaux en 1961.* »

Telle est la situation décrite par Khrouchtchev. Les conditions météorologiques n'y sont pour rien puisque — Khrouchtchev le dit lui-même — le système d'irrigation a été étendu et perfectionné.

Khrouchtchev s'est borné à ne mentionner que les chiffres des toutes dernières années. Pour bien se rendre compte de ce que signifient ces résultats décevants, il faut remonter plus loin, en appliquant la méthode que M. K. affectionne tout particulièrement... quand elle lui est favorable. Il prend le plus souvent l'année 1953 comme base de référence : c'est l'année de la mort de Staline, qui marque le niveau le plus désastreux de l'agriculture soviétique. En partant de 1953, on est presque toujours assuré de pouvoir enregistrer un relèvement (souvent sensible) de la production et du rendement. Or, ce n'est point le cas en ce qui concerne le coton.

Voici, calculé par nous-même sur la base des statistiques soviétiques officielles (superficie et récolte), le rendement des cultures cotonnières (en quintaux) :

	Rendement à l'hectare		U.R.S.S.
	Turkménistan	Azerbaïdjan	
1940	14,1	8,2	10,8
1950	18,0	18,8	15,3
1953	17,8	19,8	20,5
1957	20,1	17,1	20,1
1958	20,5	13,1	20,3
1959 (a)	17,6		
1960 (a)	16,3	16,6	
1961 (a)	14,6	10,2	

(a) Chiffres fournis par Khrouchtchev.

Nous ne disposons pas, pour l'instant, de données assez précises pour indiquer le rendement pour l'U.R.S.S. tout entière depuis 1959. Les rapports annuels du Bureau central de la Statistique se réfugient — comme toujours quand les choses vont mal — dans des formules incertaines et susceptibles d'interprétations variées. Les révélations faites par Khrouchtchev à Tachkent laissent en tout cas supposer que, pour l'ensemble de l'U.R.S.S., la baisse de la production et du rendement a dû être du même ordre de grandeur que dans les deux républiques qu'il a nommément citées.

Il ressort du tableau ci-dessus que la baisse du rendement, qui s'est accentuée au cours des dernières années, a ramené l'état des cultures cotonnières même en deçà du niveau assez minable atteint sous Staline. Les chiffres de 1961 sont inférieurs — et de beaucoup! — à ceux de 1950 et de 1953. Ils sont même à peine supérieurs à ceux de 1940!

On comprend dès lors la stagnation permanente de l'industrie cotonnière, laquelle ne parvient jamais à réaliser les plans. La production des tissus de coton reste à la traîne parce que la récolte du coton est en diminution. Les difficultés dénoncées par Khrouchtchev ne datent pas d'hier; pour s'en rendre compte, il suffit de constater que les prévisions des plans, qu'il s'agisse des plans quinquennaux ou du plan septennal actuel, demeurent depuis dix ans au même niveau :

Promis en 1951 pour 1955 : 5,7 millions de tonnes.

Promis en 1956 pour 1960 : 6,6 millions de tonnes.

Promis en 1959 pour 1965 : 5,8 à 6,2 millions de tonnes.

Les résultats demeurent toujours, et largement, inférieurs aux prévisions (les chiffres s'entendent en millions de tonnes) :

	Prévu	Réalisé
1955.....	5,7	3,9
1960.....	6,6	4,3
1965.....	5,8 à 6,2	—

En 1960, on n'a réalisé que les trois quarts à peine de ce qui avait été prévu pour 1955. Les prévisions pour 1965 sont inférieures à celles fixées pour 1960. Et l'on se demande en vain comment il sera possible d'atteindre en 1970 les 8 millions de tonnes promises par le nouveau programme. Ne parlons pas des 10 à 11 millions de tonnes prévues pour 1980...

Les faits que nous venons de mettre en évidence montrent bien que ce nouveau « programme » n'est qu'un vulgaire panneau-réclame de malséante publicité.

LUCIEN LAURAT.

La défaite des communistes aux élections grecques

TROIS grandes formations politiques ont participé aux élections législatives qui se sont déroulées en Grèce le 29 octobre 1961.

1° Le parti de l'Union Radicale Nationale (E.R.E.) qui, sous la direction de M. Caramanlis, gouverne le pays depuis 1956 et qui est anticommuniste et pro-occidental.

2° La coalition de l'Union du Centre (E.K.), constituée de divers petits partis regroupés peu avant les élections sous la direction de M. G. Papandréou. Ces partis se sont situés eux-mêmes « entre les deux extrêmes », entendant par là l'E.R.E. et les communistes, et ont affirmé être en faveur d'une politique « modérée ». Au sein de l'E.K., on trouvait plusieurs tendances, allant des pro-communistes (Tsirimocos) à l'extrême-droite (Markézinis) et des socialistes jusqu'aux libéraux.

3° Les communistes qui se sont présentés à ces élections sous la dénomination trompeuse de « Front agraire pan-démocratique » (P.A.M.E.), avec un programme qui, malgré sa modération, visait, en réalité, à détacher la Grèce de l'Occident pour la faire glisser dans le camp neutraliste.

Les élections ont donné 50,70 % des voix à l'E.R.E., 34 % à l'Union du Centre et 15 % aux communistes qui ont ainsi perdu 29 % de leurs effectifs électoraux et leur position de principal parti d'opposition qu'ils occupaient depuis 1958. Pour mieux apprécier l'importance des élections grecques, il convient de faire un bref rappel historique de la situation politique en Grèce depuis la fin de la guerre et de montrer les méthodes utilisées par les communistes depuis leur défaite de 1949.

Activités révolutionnaires et subversives des communistes

En raison de sa position géographique particulière, la Grèce barre la route à l'U.R.S.S. vers la Méditerranée et vers le Moyen-Orient, constituant par là une cible pour l'impérialisme soviétique. D'autre part, en raison de son retard économique, de ses problèmes sociaux, du voisinage des pays communistes et du fort courant communiste à l'intérieur, la Grèce fut considérée par Moscou comme un « chaînon faible » du système capitaliste mondial, « chaînon » qu'il fallait briser.

C'est ainsi que de 1942 à 1949, la Grèce a subi trois agressions communistes. Cette longue lutte armée contre le communisme a coûté à la Grèce 155.000 tués et des dégâts évalués à plus de 4 milliards de dollars, tandis que le 1/10 de la population devait se réfugier dans les villes et que 28.000 enfants étaient emmenés derrière le rideau de fer. De plus, la reconstruction du pays fut retardée de cinq ans et la production totalement paralysée (1).

A la fin de 1949, le conflit armé entre la Grèce et les communistes s'est terminé par la défaite totale de ceux-ci. Les derniers rebelles communistes se

réfugièrent en Albanie et en Bulgarie, laissant derrière eux un pays couvert de ruines.

Immédiatement après leur défaite, les chefs du parti communiste de Grèce ont tenu une conférence à Bourelli, en Albanie, et adopté une résolution dans laquelle ils soulignaient que la guerre pour la prédominance du communisme en Grèce n'était pas terminée, mais qu'elle ne faisait que « passer dans une nouvelle phase » et « de militaire devenait politique ». La stratégie et la tactique de la guerre politique contre la Grèce fut définitivement élaborée lors de la III^e Conférence du P.C.G., réunie en 1950, en Roumanie.

Aux termes des résolutions de cette conférence, les communistes devaient exploiter les graves problèmes, qu'ils avaient eux-mêmes créés par leur action militaire, et organiser la lutte des masses pour des revendications économiques qui deviendraient ensuite politiques.

Dès lors, la Grèce est devenue un des secteurs essentiels de la guerre politique déclenchée par l'U.R.S.S. contre le monde libre. Voici quelques précisions sur l'étendue de l'action subversive menée par les communistes en Grèce :

— Comme le P.C.G., par son action armée, s'était mis lui-même hors la loi, les communistes décidèrent de donner à leur parti une nouvelle appellation : « Gauche Démocratique Unifiée » (E.D.A.). Ce parti, fondé officiellement en 1951, agit donc librement dans tout le pays, possède un organe officiel (le quotidien du matin *Avghi*) et un organe officieux (le quotidien du soir *Anexartitos Typos*), dispose de six cents bureaux dans diverses villes, a des représentants au Parlement et utilise à plein temps près de 4.000 cadres ou « communistes professionnels ».

— En outre, il y a aujourd'hui soixante maisons d'éditions communistes qui, rien qu'en 1960, ont publié 300 ouvrages en 750 volumes, soit un total de 400.000 pages imprimées. Ce sont d'ailleurs les communistes qui ont lancé le livre populaire, fort bien présenté et bon marché. En plus de leurs deux quotidiens, les communistes disposent de cinq hebdomadaires et d'une dizaine de périodiques qui s'adressent à toutes les catégories sociales. Enfin, les communistes sont parvenus à s'introduire dans divers journaux « bourgeois » et parviennent ainsi à orienter quelquefois l'opinion de lecteurs non communistes ou même anticommunistes.

— A côté de l'E.D.A., il existe quelque quarante organisations communistes (Ligues d'amitié, Comités de la Paix, etc.) qui ont d'énormes moyens financiers, qui publient des livres et des brochures, qui organisent des excursions, des voyages, des fêtes, des réunions, des conférences, etc.

— En ce qui concerne la propagande par les ondes, les postes de radio des démocraties populaires

(1) Voir, à ce propos, « Est et Ouest », n° 249 : « Le communisme en Grèce ».

effectuent en langue grecque vingt-trois émissions par jour, ce qui représente une durée totale de treize heures. De son côté, le parti communiste grec dispose de son propre émetteur, situé en Allemangne Orientale, diffusant trois émissions par jour.

— L'E.D.A. possède trois écoles de cadres en Grèce, tandis que les communistes grecs reçoivent une formation spéciale dans trente-quatre écoles, installées derrière le rideau de fer (école du parti, de propagande, d'espionnage, etc.).

— Entre 1951 et 1961, la police a découvert douze réseaux d'espionnage communistes comptant près de 600 membres. La plupart d'entre eux étaient entrés illégalement en Grèce et venaient d'Europe Orientale ou de l'U.R.S.S.

— Les communistes contrôlent deux troupes théâtrales à Athènes, et en influencent plusieurs autres. Quatre salles de cinéma de la capitale sont affectées à la projection de films provenant des républiques populaires. D'autre part, les communistes ont fondé leur propre société de production et ont déjà tourné deux films. Les communistes essaient même d'utiliser la chanson populaire moderne en Grèce. Aidés par leurs propres paroliers et par leurs compositeurs, ils tentent de donner à la chanson populaire un contenu politique à caractère communiste. Pour atteindre leur but, ils n'ont pas hésité à ouvrir un établissement de nuit à Athènes.

— Les communistes cherchent à influencer de diverses façons les intellectuels grecs. A cet effet, ils publient leurs livres en Union soviétique ou en Pologne. Ils montent leurs pièces dans les théâtres de Roumanie, ils invitent des écrivains et des acteurs à effectuer des voyages en Tchécoslovaquie ou en Chine, ils leurs décernent des prix, comme le prix Lénine (25.000 dollars) au poète Varnalis. Ils veulent ainsi gagner la sympathie des intellectuels grecs ou, pour le moins, leur neutralité bienveillante.

Avec tous ces moyens et beaucoup d'autres encore, les communistes ont tenté au cours des dix dernières années, de s'emparer du pouvoir. Ils s'en est fallu de peu, sans doute, pour qu'ils y parviennent. Le plan stratégique du P.C.G. consistait à orienter petit à petit le pays vers une politique de neutralité. Une fois ce stade atteint, les communistes auraient fait franchir à la Grèce un nouveau pas qui l'aurait amenée jusque dans le camp « socialiste ». Aussi, pour mieux camoufler leur opération, les communistes évitèrent soigneusement de parler ouvertement d'un changement de régime. Ils se contentèrent de présenter un programme démagogique qui, sur le plan social, visait à « un changement démocratique national » de caractère suffisamment libéral pour attirer bon nombre de non-communistes. Ce programme proclamait notamment, au nom du « salut de la nation », la nécessité de faire disparaître du pays les bases de l'O.T.A.N. ; au nom de l'« amélioration du niveau de la vie du peuple », le programme demandait la réduction des dépenses militaires ; au nom de « la démocratie », il réclamait l'abrogation des mesures de défense contre le communisme ; enfin, au nom « de la Paix », il exigeait une politique d'égalité amitié envers l'Ouest comme envers l'Est.

En même temps, les républiques populaires appuyaient cet effort des communistes grecs, tantôt en faisant à la Grèce des propositions « amicales » concernant un désarmement mutuel, en vue de créer

une zone dénucléarisée dans les Balkans, tantôt en menaçant la Grèce, comme l'a fait récemment Khrouchtchev en affirmant qu'il n'hésiterait pas à détruire l'Acropole si le gouvernement d'Athènes poursuivait « sa politique agressive » à l'égard de l'U.R.S.S.

Ces efforts des communistes leur permirent d'obtenir des résultats qui furent loin d'être négligeables. En 1956 fut constitué un large « Front Uni » auquel participèrent presque tous les partis de l'opposition et, bien entendu, l'E.D.A. communiste. Ce « Front Uni » recueillit près de 50 % des suffrages, manquant ainsi de peu la majorité absolue. En 1958, l'E.D.A. se présenta seule aux élections et obtint 24,4 % des voix, réussissant à envoyer au Parlement 79 députés, sur un total de 300, et devenant ainsi le second parti après l'E.R.E.

Echec des communistes

Après 1958, une partie importante de l'opinion publique prit conscience de cette nouvelle menace communiste. La démocratie hellénique commença alors à se transformer et de « démocratie passive » devint peu à peu une « démocratie combattante » capable de faire face au danger communiste. L'opposition à l'E.D.A. devait atteindre son maximum lors de la campagne électorale d'octobre 1961. Les résultats du scrutin montrèrent que cette opposition n'avait pas été vaine, puisque les communistes subissaient une très lourde défaite. Alors qu'ils avaient obtenu 940.000 voix en 1958, ils n'en avaient plus que 670.000 (sur un total de près de 4 millions et demi de voix).

De 24,4 % des voix, leurs suffrages sont tombés à 15 % et le nombre de leurs députés est passé de 79 à 24. L'E.D.A. a donc perdu 70 % de sa force parlementaire et n'est plus aujourd'hui le premier parti de l'opposition.

Les communistes attribuent certes leur échec au « terrorisme » qui, prétendent-ils, aurait été exercé contre eux dans les campagnes. Mais les résultats électoraux réfutent cette assertion, car ils prouvent que les communistes ont subi de lourdes pertes non seulement dans les campagnes, mais aussi dans les villes ou, de l'aveu même des communistes, aucun « terrorisme » n'a jamais régné. De fait, aux élections de 1958, l'E.D.A. avait obtenu au centre d'Athènes 33 % des suffrages, aujourd'hui elle n'en a plus que 23 %. Dans la banlieue ouvrière de la capitale, l'E.D.A. avait atteint 46 % des voix, à présent elle n'en a plus que 32 %. Au Pirée, premier centre industriel du pays, les communistes avaient recueilli 34 % des suffrages en 1958, cette fois-ci ils n'en ont plus que 23 %. Dans les quartiers ouvriers du Pirée, la « ceinture rouge », l'E.D.A. avait obtenu 60 % des voix, elle n'en conserve plus que 44 %. Dans le département de l'Attique, l'E.D.A. avait atteint 21 %, maintenant elle n'a plus que 12 % des voix. Dans la ville ouvrière « rouge » de Volos, les communistes ont perdu 55 % de leurs effectifs électoraux, à Patras 23 % et à Thessalonique 26 %. Ainsi, ce n'est pas seulement dans les campagnes que les voix communistes ont diminué, mais bien dans tout le pays et jusque dans des régions qui étaient considérées comme des fiefs communistes.

G. GEORGALAS.

L'échec des communistes au IV^e Congrès latino-américain des étudiants

Le IV^e Congrès latino-américain des étudiants, qui s'est tenu à Natal (Brésil), constitue un événement de grande importance car, pour la première fois depuis l'organisation de ces congrès continentaux d'étudiants, la majorité des congressistes a infligé un cuisant échec aux communistes.

Le premier C.L.A.E. eut lieu à Montevideo (Uruguay) en 1954. Le second à La Plata (Argentine) en avril 1957. C'est à ce congrès que fut décidée la création d'un organisme permanent de liaison entre les différentes unions nationales d'étudiants d'Amérique latine : l'O.R.E.L., dont le siège fut alors fixé à Montevideo, important centre d'action du communisme latino-américain. Avec cette science du noyautage où ils sont passés maîtres, les communistes étaient très vite parvenus à dominer les travaux des C.L.A.E. En conséquence, ils tenaient en main le Bureau de liaison des étudiants latino-américains (O.R.E.L.).

Le troisième Congrès latino-américain des étudiants avait été prévu pour la fin de 1958. Mais il fut repoussé d'abord au mois de mai 1959, puis au mois d'août, pour se tenir finalement à Caracas, du 6 au 15 septembre 1959. Ces ajournements successifs étaient motivés par le souci des communistes de renforcer encore leur emprise sur l'organisation des étudiants d'Amérique latine en mettant à profit deux grandes manifestations internationales de jeunes, sous direction communiste : le Festival de Vienne et la Rencontre de la Jeunesse démocratique de Prague.

Le troisième C.L.A.E. se caractérisa par un succès des communistes et crypto-communistes, succès dû en grande partie aux nombreuses irrégularités dans la désignation des délégués, aux refus de reconnaître plusieurs délégués anticommunistes comme ceux de Colombie (régulièrement mandatés par 26.000 universitaires sur 35.000) ou comme le délégué brésilien Emilio Nina Ribeiro, de l'Université catholique de Rio de Janeiro.

C'est à ce III^e Congrès de Caracas que fut décidée l'organisation d'une grande manifestation de la jeunesse latino-américaine, semblable à celle de Vienne, mais à l'échelon continental. Elle eut effectivement lieu l'année suivante à La Havane.

Ces succès communistes enregistrés au Congrès de Caracas accrurent les possibilités de noyautage dans les différentes universités latino-américaines. Mais, du même coup, elles provoquèrent des réactions de plus en plus vives de la part de nombreux délégués non communistes, irrités par les irrégularités dans le déroulement du Congrès de Caracas, révoltés contre les manœuvres antidémocratiques des communistes et profondément hostiles au développement du totalitarisme cubain que

le communisme ne cessait de donner en exemple. Conséquence des manœuvres communistes : un courant d'opposition s'organisa, décidé à mener la résistance au IV^e Congrès latino-américain des étudiants, organisé par l'O.R.E.L. dominé par les communistes, sous le patronage conjoint du C.O.S.E.C. (Secrétariat de coordination des unions nationales d'étudiants), dont le siège est à Leiden (Hollande), et de l'Union internationale des étudiants (U.I.E.), organisation satellite du communisme, dont le siège est à Prague (Tchécoslovaquie).

Dans une réunion préparatoire dénommée Réunion consultative universitaire latino-américaine, tenue à Guatemala du 4 au 9 septembre, une majorité de délégués anticommunistes d'unions nationales d'étudiants d'Amérique latine s'affirma pour définir les principes fondamentaux qui devaient servir de base aux travaux du futur IV^e Congrès de Natal d'octobre 1961. Ces quatre principes étaient les suivants :

- a) la liberté, comme préalable à toute émancipation de la personne humaine et à l'instauration de la justice sociale;
- b) la paix mondiale par la proscription immédiate des essais nucléaires;
- c) la vigilance constante contre le péril d'agression en Amérique latine par la Chine et l'Union soviétique;
- d) la condamnation de toute forme de totalitarisme politique, économique et social.

La direction communiste et crypto-communiste de l'O.R.E.L., qui organisait le Congrès de Natal, multiplia les initiatives pour étouffer la voix de cette opposition qui montait. Une des personnes les plus actives à cet égard fut Adolfo Rivero Caro, membre de la délégation cubaine et membre du Directoire des étudiants de Cuba, qui était présent à Natal au cours des deux mois précédant l'ouverture du Congrès. Adolfo Rivero Caro a peu de titres pour parler au nom des étudiants cubains, car il ne termina jamais ses études à l'université où il était inscrit aux cours de droit, philosophie et lettres. En revanche, au cours de l'année 1959, il partit pour Moscou et, de là, pour la Hongrie, au siège de la Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique dont il est l'un des secrétaires. Rivero Caro est aussi sous-directeur de la revue communiste cubaine *Mella* et joue un rôle dans l'organisation unifiée de la jeunesse cubaine, l'*Association des Jeunes Rebelles*, qui rassemble la jeunesse socommuniste cubaine et les jeunes du Mouvement du 26 juillet, l'ancien mouvement de Fidel Castro. Entièrement fidèle à la politique communiste, Adolfo Rivero Caro ne semble pas avoir répondu à l'appel désespéré de sa mère par une intervention en faveur de son propre

frère Emilio, arrêté à Cuba comme « contre-révolutionnaire » en avril 1961 et, depuis, condamné à trente ans de prison.

Grâce à l'action de Rivero Caro et d'autres membres de l'appareil communiste, tout fut mis en œuvre pour écraser l'opposition démocratique, en accord avec la direction de l'O.R.E.L., avec l'U.I.E., avec Aldo Arantes, secrétaire crypto-communiste de l'Union nationale des étudiants brésiliens, à qui, comme hôte, devait revenir la présidence du Congrès, avec aussi les autorités de la région de Natal qui ont manifesté, pour le moins, de grandes complaisances pour faciliter les manœuvres communistes. Des groupes fidelo-communistes étrangers au monde universitaire furent recrutés et mobilisés pour participer aux réunions du C.L.A.E., des jeunes filles eurent pour mission de recueillir auprès des délégués anticommunistes des informations sur la tactique qu'ils comptaient utiliser, de faire disparaître leurs dossiers à documents. Enfin, pour imposer un climat qui leur soit favorable, ils résolurent d'inviter au Congrès Brizzola, gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul, ainsi que Francisco Juliao, le leader progressiste des ligues paysannes, qui déploie une intense activité fidéliste dans tout le Nord-Est du Brésil. Jusque dans les moindres détails, tout était prévu pour imposer un climat de malaise pour les délégués anticommunistes qui se voyaient — détail ridicule — privés des mêmes honneurs et des mêmes facilités lors de leur réception à leur arrivée à l'aérodrome « Augusto-Severo ».

En dépit de tous ces efforts, les délégués anticommunistes ne se laissèrent pas influencer. Ayant respecté les règles démocratiques dans les congrès précédents où ils étaient minoritaires, ils entendaient les faire respecter à Natal où ils étaient majoritaires. La composition des délégations était en effet la suivante, avec leur président :

— Onze délégations majoritaires anticommunistes :

Bolivie (Hugo Uceda Gonzalez), *Chili* (Jaime Lavados), *Colombie* (Jairo Vasco), *Costa Rica* (Victor Hugo Romain), *Equateur* (Eudoro Lyor), *Salvador* (Rodolfo Castillo), *Honduras* (Felix Oyuela), *Guatemala* (Mario Castejon), *Mexique* (Jesus Figueroa), *Panama* (Teodorio Bernal), *Paraguay* (Juan Manuel Benitez).

— Huit délégations minoritaires communistes et crypto-communistes :

Argentine (Silvio Kovalki), *Brésil* (Aldo Arantes), *Cuba* (Ricardo Alarcon), *Jamaïque* (Aidan Laine), *Nicaragua* (Luis Cordon), *Pérou* (Moise Hernandez), *Porto-Rico* et *Uruguay* (Mario Echaney).

En définitive, Brizzola ne vint pas à Natal. Quant à Francisco Juliao, il ne parla pas au Congrès. Il fit une réunion publique à Natal qui fut un échec complet. Mais, à l'intérieur de la salle du Congrès, la manœuvre communiste dura longtemps dans un chahut organisé. Les majoritaires anticommunistes voulaient faire procéder à la vérification des mandats pour écarter de faux délégués sans

mandat, mais le président (Aldo Arantes) et l'ensemble des délégués minoritaires communistes s'y opposaient. Vaincus sur le plan des mandats, les minoritaires cherchaient à bloquer le Congrès. Pendant plusieurs jours, la fraction communiste empêcha l'ouverture des travaux, des équipes d'agitateurs forcèrent les chambres du Grand Hôtel où une mallette de documents fut dérobée et où des papiers disparurent chez le délégué chilien. Des télégrammes destinés à des délégués anticommunistes furent interceptés, le mandat du représentant de l'U.F.E.C.H. (Union des fédérations universitaires du Chili), Jaime Lavados, fut volé. Des délégués reçurent des menaces de mort et des équipes spéciales tentèrent de détruire la salle du congrès.

Finalement, après une ferme résolution des délégués anticommunistes et un véritable ultimatum lancé au président Arantes, les délégations communistes et crypto-communistes boycottèrent le congrès de Natal et décidèrent de tenir un autre congrès à Recife, où participèrent les huit délégations minoritaires ci-dessus citées, tandis qu'à Natal se tenait enfin le IV^e C.L.A.E., appuyé par une importante manifestation de rue de la part de la population de la ville.

Le Congrès communiste de Recife a naturellement dénoncé le IV^e C.L.A.E. de Natal comme une provocation impérialiste, comme une manœuvre de divisionnistes réactionnaires. Il le considère comme nul et illégal et compte organiser un « véritable » IV^e C.L.A.E. où il pourra imposer son point de vue et faire triompher des résolutions semblables à celles de Recife, c'est-à-dire contre l'impérialisme yankee et pour la solidarité avec la révolution de Fidel Castro.

« Réactionnaire », « provocation impérialiste », ces accusations ne sauraient surprendre de la part des communistes. Il est pourtant évident que les résolutions votées à Natal ne peuvent être ainsi qualifiées puisqu'elles constituent une condamnation du colonialisme et de l'impérialisme, une attaque contre les régimes politiques de l'Espagne, du Portugal, de Haïti, République dominicaine, Nicaragua et Paraguay. Mais, condamnant l'impérialisme, les délégués de Natal ont aussi condamné l'impérialisme de l'Union soviétique, l'atteinte à la libre détermination des peuples existant dans les régimes communistes, le régime de terreur existant à Cuba. Et ils ont décidé que le 27 novembre serait un jour de lutte pour les étudiants latino-américains en l'honneur des martyrs étudiants de Cuba. C'était plus qu'il n'en fallait pour être considérés par les communistes comme des agents de l'impérialisme et de la réaction.

Ce Congrès mouvementé de Natal est un événement d'une très grande portée. Il témoigne en effet qu'il existe en Amérique latine une majorité de jeunes étudiants qui peuvent tenir tête aux communistes et leur infliger une cinglante défaite s'ils y sont résolument décidés comme le furent les délégués de Natal. Il montre enfin la signification vé-

BIBLIOGRAPHIE

Tempête sur le Laos, par SISOUK NA CHAMPASSAK. New-York, 1961. Frederick A. Praeger, Publisher. Paris, 1961, Ed. La Table Ronde.

L A crise laotienne dure depuis plus de sept ans. Ce qui la caractérise surtout, c'est la permanence de l'action communiste qui a fait du Laos, pays tranquille et pacifique qui ne compte que trois millions d'habitants mais qui a plus de mille kilomètres de frontières communes avec la Chine populaire et le Nord-Viet-Nam, un des points les plus sensibles de la « guerre froide ». A la faveur des événements les plus récents, on a pu constater que si la tactique employée par les communistes avait varié suivant les circonstances, le but, lui, avait été fixé dès le début, c'est-à-dire au lendemain des accords de Genève de 1954. Il s'agissait pour les dirigeants de Moscou, de Pékin et d'Hanoï, non pas de neutraliser le petit royaume, comme l'affirment trop souvent de nombreux observateurs occidentaux, mais bien de le faire basculer dans le bloc soviétique.

C'est ce qu'a fort bien montré M. Sisouk Na Champassak dans son ouvrage *Tempête sur le Laos*. Membre du « Comité pour la défense des intérêts nationaux », ce groupement des « Jeunes » qui voulait épurer les services gouvernementaux laotiens des politiciens corrompus et combattre la subversion communiste, M. Sisouk Na Champassak fut à plusieurs reprises ministre et est actuellement représentant du Laos aux Nations-Unies. Mêlé étroitement aux événements politiques qui se sont déroulés ces dernières années au Laos, M. Sisouk Na Champassak fait de son témoignage un avertissement pour tous les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui risquent demain d'être les victimes de la subversion communiste.

« Mon but, écrit-il dans son « Avant-propos », n'est pas de faire l'apologie de telle ou telle politique de ces hommes au pouvoir depuis la naissance du Laos indépendant, mais de montrer à l'opinion publique les diverses étapes de ce qu'il convient d'appeler les « approches du communisme international pour la conquête de l'Asie du Sud-Est », et surtout les difficultés de toute sorte qui assaillent un petit pays enclavé, né dans l'équivoque de Genève, et placé en sandwich entre les deux camps antagonistes, dans une zone de tension où pressions et dépressions atteignent souvent leur maximum. »

Ces « approches du communisme internatio-

ritable qu'il faut accorder à toutes les tentatives communistes pour créer des fronts communs et des mouvements d'unité d'action. L'unité n'intéresse les communistes que dans la mesure où ils peuvent diriger le mouvement et faire triompher l'une ou l'autre de leurs thèses essentielles. Mais que, dans un congrès, se manifeste une majorité qui leur soit hostile et ils boycottent la réunion qu'ils qualifient de manœuvre réactionnaire et impérialiste. Ce Congrès de Natal aura montré aux étudiants démocrates de toutes tendances le caractère foncièrement antidémocratique du communisme.

MANUEL CASTILLO.

nal », dont parle M. Sisouk Na Champassak, constituant, en quelque sorte, le fil conducteur de la pénétration soviéto-chinoise au Laos. C'est ainsi que les communistes ont tenté d'utiliser successivement tous les avantages qu'ils pouvaient tirer de la négociation d'abord, des élections ensuite, et, enfin, de leur participation à un gouvernement dit d'« union nationale » que présidait le prince Souvanna Phouma. N'ayant pas réussi à s'emparer du pouvoir par la voie « légale », les communistes laotiens déclenchèrent, avec l'appui de l'U.R.S.S., de la Chine populaire et du Nord-Viet-Nam, la guerre civile. Car il est absurde — et M. Sisouk Na Champassak le souligne — de vouloir nier ou sous-estimer l'aide et le soutien apportés par le camp communiste tout entier, tant sur le plan militaire que diplomatique, aux combattants du Pathet-Lao. Si les « Illiouchyne » soviétiques ne sont apparus dans le ciel laotien qu'à la fin de 1960, la présence d'éléments viet-minh, munis d'armes tchécoslovaques, avait été signalée par une sous-commission de l'O.N.U. dix-huit mois auparavant. En outre, l'instruction des soldats communistes en territoires chinois et nord-vietnamien avait été dénoncée à plusieurs reprises par le gouvernement royal. Enfin, le rôle joué par le Kremlin sur le plan international, tantôt aux Nations-Unies, tantôt à Genève, a pu être constaté tout le long de la crise laotienne.

Puisse l'ouvrage de M. Sisouk Na Champassak ouvrir les yeux des plus aveugles et rappeler aux dirigeants occidentaux que pas une parcelle de terre encore libre ne doit échapper à leur vigilante attention.

N. L.

BREJNEV AU SOUDAN

Sur l'invitation du général Ibrahim Abboud, chef du gouvernement de la République soudanaise, le président du Presidium du Soviet suprême, Léonide Brejnev, a effectué une visite officielle au Soudan où il a séjourné du 15 au 22 novembre 1961. A cette occasion, la presse soviétique (*Pravda*, *Izvestia*, etc.) a publié de nombreux articles pour « saluer les bons rapports et l'amitié » qui existent entre l'U.R.S.S. et le Soudan. Plusieurs accords soviéto-soudanais furent d'ailleurs conclus lors du séjour de Léonide Brejnev à Khartoum, notamment un accord sur les échanges commerciaux à long terme, portant sur la période 1962-1964.

Ce que, par contre, les journaux soviétiques se sont bien gardés de signaler, c'est le sort réservé aux communistes soudanais (le P.C. soudanais est interdit), qui sont pourchassés et emprisonnés par la police du général Abboud. N'est-ce pas le chef du gouvernement soudanais qui déclarait, voici deux ans, dans une interview accordée à *Al Akhbar* (24 novembre 1959), que « le communisme était son ennemi numéro un ». Et le général Abboud ajoutait : « Le communisme international tente, dans un effort désespéré, d'envahir l'Afrique, mais nous sommes vigilants et nous écraserons les communistes comme le président Nasser l'a fait dans la République Arabe Unie. »

Il semble qu'en dépit des accords qu'il a conclus avec l'U.R.S.S. et du voyage qu'il a effectué l'été dernier à Moscou, le général Abboud demeure fidèle à la ligne qu'il s'est tracée puisque, voici quelques mois, il faisait déporter dans le sud du pays une quinzaine de dirigeants politiques, parmi lesquels se trouvaient plusieurs leaders communistes et notamment le secrétaire général du P.C.S., Abdel Khaled Mahgoub.

Chronique du mouvement communiste international

SYRIE

UNE DÉCLARATION DE KHALED BAGDACHE.

Depuis la révolution du 28 septembre qui mit fin à l'union de la Syrie avec l'Égypte, il ne semble pas que les nouveaux dirigeants de Damas aient relâché leur vigilance à l'égard des communistes syriens. Non seulement la plupart des militants du P.C.S. qui avaient été arrêtés par la police nassérienne sont demeurés en prison, mais plusieurs responsables communistes furent emprisonnés et condamnés, lors de la campagne électorale, pour avoir été trouvés en possession de « tracts interdits ». Des étudiants communistes qui manifestaient pour réclamer « le rétablissement des libertés démocratiques » furent également jetés en prison.

D'autre part, le secrétaire général du P.C. syrien, Khaled Bagdache, qui fut député de Damas au dernier Parlement syrien, n'a pas été autorisé à poser sa candidature aux élections législatives du 1^{er} décembre. Alors qu'il tentait de rentrer dans son pays, les autorités syriennes l'obligèrent, lui et les dirigeants du P.C.S. qui l'accompagnaient, à reprendre l'avion qui les avait amenés dans la capitale.

Revenu à Prague, Khaled Bagdache organisa une conférence de presse, au cours de laquelle des journalistes communistes l'interrogèrent sur le point de savoir si les élections permettaient un retour à une situation normale en Syrie. Voici la déclaration que fit alors le secrétaire général du P.C.S. :

« Si l'on comprend par situation normale le retour à la libre expression de toutes les forces politiques, comme cela existait avant la dictature, je pense que non. Les méthodes pour préparer ces élections indiquent clairement que les représentants de la droite font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher le peuple de s'exprimer librement. Certains changements apportés au système électoral tel qu'il existait avant l'unification avec l'Égypte ont permis d'exclure certains candidats. La condition du retour à la démocratie en Syrie, c'est l'union de toutes les forces qui luttent contre le colonialisme, quel qu'il soit, qui peut l'assurer. Les hommes de droite tentent actuellement d'imposer une politique qui, à l'intérieur du pays, met en cause les conquêtes économiques des travailleurs et qui, à l'extérieur, peut placer la Syrie dans une situation de soumission

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8^e).

aux grandes puissances colonialistes. Mais telle n'est pas la volonté du peuple syrien qui saura s'opposer aux entreprises des impérialistes et de leurs agents. »

Menaces qui n'ont rien de gratuit lorsqu'on sait que parmi les nouveaux élus au Parlement de Damas, on trouve déjà plusieurs « sympathisants » communistes.

NOUVELLE-GUINÉE

UNE DÉCLARATION COMMUNE DES P.C. NÉERLANDAIS ET INDONÉSIE.

Mettant à profit leur présence commune au XXII^e Congrès du P.C. d'U.R.S.S. à Moscou, les dirigeants des P.C. de Hollande et d'Indonésie ont procédé à un large échange de vues sur les problèmes intéressant les deux partis. Une déclaration commune fut publiée à l'issue de ces entretiens, déclaration qui fut signée par Paul de Groot, secrétaire général du P.C.N., et par D.N. Aidit, secrétaire général du P.C.I.

Le texte de cette déclaration fut reproduit non seulement dans les journaux communistes de Hollande et d'Indonésie, mais aussi dans la *Pravda* et le *Quotidien du Peuple* de Pékin.

L'essentiel des entretiens semble avoir porté sur le problème de la Nouvelle-Guinée néerlandaise. Les représentants des deux partis communistes ont affirmé que ce territoire devait revenir à la République indonésienne et qu'ils mettraient tout en œuvre pour faire disparaître cette « séquelle du colonialisme ». Voici d'ailleurs de larges extraits de cette déclaration commune :

« En ce qui concerne la question de l'Irian occidental (la Nouvelle-Guinée), les deux délégations sont d'avis que le règlement de cette question signifie la liquidation des derniers vestiges du régime colonial des Indes orientales hollandaises. »

« Les deux délégations ont réitéré et réaffirmé leur conviction que le seul moyen de régler la question de l'Irian occidental (la Nouvelle-Guinée) réside dans le retour immédiat et sans condition de ce territoire à la République d'Indonésie. Les délégations ont également souligné que de telles négociations ne seront utiles que si en même temps les ouvriers et les peuples de la Hollande et de l'Indonésie agissent pour imposer une solution pacifique aux impérialistes. »

« Les deux délégations ont admis sans réserve que le transfert de l'administration de l'Irian occidental à la République d'Indonésie ne peut être ajourné plus longtemps. Si la réaction hollandaise continue à refuser ce transfert, elle provoquera délibérément une guerre sur l'Irian occidental (la Nouvelle-Guinée) avec l'Indonésie. Si la guerre avait lieu, ce serait une guerre de libération juste pour le peuple indonésien, mais une guerre colonialiste pour les impérialistes hollandais... »

« En conclusion, les deux parties s'engagent solennellement à déployer tous leurs efforts pour concentrer les forces progressistes de leurs pays et pour s'unir dans la lutte pour le retour de l'Irian occidental (la Nouvelle-Guinée) à l'Indonésie. »